RÉVOLUTION ou GUERRE

#5

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Février 2016

Sommaire

Crise et guerres s'alimentent l'un l'autre et annoncent la guerre de classe

Situation internationale

Face au terrorisme et à la guerre impérialiste, les travailleurs en Belgique donnent la réponse

Luttes ouvrières dans le monde

Exode massif sur tous les continents, ce sont nos frères de classe que le capitalisme assassine

Attentats sanglants du 13 novembre à Paris : le capitalisme, c'est la guerre impérialiste

Élections canadiennes d'octobre 2015 : le plus long cirque électoral dans l'histoire du Canada

Vers une adaptation de l'appareil politique étatique aux nouveaux enjeux ?

Débat au sein du camp prolétarien

Sur l'évolution des rivalités impérialistes et l'intervention des révolutionnaires

Assemblée générale du PCInt- *Battaglia Comunista*

Correspondance avec le groupe Postcap Collective de Russie :
Critique du texte *Origine et fonction de la forme parti* de la revue *Invariance*

Lutte contre l'opportunisme

21e congrès du CCI : « *Renaissance culturelle* » ou annonce de liquidation ?

Texte du mouvement ouvrier

Prendre l'usine ou prendre le pouvoir ? (Bordiga, *Il Soviet*, 1920,)

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

Adresse postale : CP 55045 Centre Maisonneuve, H1W 1B0, Montréal, Canada

3 dollars/3 euros

Sommaire

Crise et guerres s'alimentent l'un l'autre et annoncent la guerre de classe....1

Situation internationale

Face au terrorisme et à la guerre impérialiste,
les travailleurs en grève en Belgique donnent la seule et unique réponse....3

"Brèves" : luttes ouvrières dans le monde....5

Exode massif sur tous les continents
ce sont nos frères de classe que le capitalisme assassine....7

Massacre et terreur aveugle du 13 novembre à Paris :
Le capitalisme, c'est la guerre impérialiste....8

Jeu politique de la bourgeoisie :
Élections canadiennes d'octobre 2015
Le plus long cirque électoral dans l'histoire du Canada....9

Vers une adaptation des appareils politiques étatiques aux nouveaux enjeux ? 10

Débat dans le camp prolétarien

Sur l'évolution des rivalités impérialistes et l'intervention des révolutionnaires....12

Assemblée générale du PCInt-*Battaglia Comunista*....16

Correspondance avec le groupe PostCap Collective de Russie :
Critique du texte *Origine e fonction de la forme parti* de la revue *Invariance*....18

Combat contre l'opportunisme

Sur le 21e congrès du CCI :
"Renaissance culturelle" ou annonce de liquidation ?....23

Texte du mouvement ouvrier

Prendre l'usine ou prendre le pouvoir ? (Bordiga, 1920)....25

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux.

Crise économique et guerres s'alimentent l'un l'autre et annoncent la guerre de classe

Depuis janvier 2015 et les attentats de Paris contre *Charlie Hebdo*, les attentats terroristes se sont multipliés de par le monde, sur tous les continents, africain, asiatique, au Canada et aux États-Unis, jusqu'à revenir frapper encore plus violemment Paris et l'Europe le 13 novembre. Les guerres locales n'ont pas cessé jusqu'à voir les principales grandes puissances impérialistes, États-Unis, France, Grande-Bretagne jusqu'à la Russie et l'Allemagne, toutes intervenir militairement et directement, **une première**, en Syrie et en Irak ; chacune défendant ses intérêts propres au risque de provoquer des incidents militaires entre elles. N'est-ce pas ce qui a commencé à se produire avec la destruction de l'avion de chasse russe par la Turquie, membre éminent de l'OTAN ? Depuis, les appels à l'union nationale pour mener la guerre contre le terrorisme ont envahi les discours officiels en même temps que les États, européens en particulier tel la France et la Belgique, décrétaient l'état d'urgence et adoptaient des mesures de répression interdisant manifestations de rue et oppositions à l'union nationale ; toute contestation sociale d'importance assimilée à du "terrorisme" ou favorisant ce dernier. Le climat de guerre permanent et de répression que l'adoption du Patriot Act américain avait institué en Amérique du Nord après les attentats du 11 septembre 2001, et qui prévaut dans nombre de pays autour du globe, comme la Chine et la Russie, s'est à son tour installé en Europe occidentale. Ce sentiment est aggravé par l'exode de millions de migrants dans des conditions effroyables, en particulier vers l'Europe, du fait des conflits militaires et de la misère capitalistes. De tels déplacements massifs ne s'étaient pas vus sur le vieux continent depuis 1945.

En parallèle, l'économie capitaliste est incapable de "repartir" malgré les discours officiels et un endettement général gigantesque qui s'est, lui aussi, multiplié depuis 2008. Le mythe des pays émergents, et surtout de la Chine, devant sauver l'économie capitaliste s'est écroulé. À sa place, la propagande bourgeoise a bien essayé d'y substituer une soi-disant reprise américaine comme salvatrice et annonçant un renouveau. Mais la réalité des chiffres de la croissance américaine, ridicules, a vite fait de doucher les enthousiasmes d'autant que tout indique que la sphère financière connaît de nouvelles bulles spéculatives qui ne demandent qu'à éclater comme en 2008 – la chute des bourses, chinoises en particulier, en est une expression. Sauf que cette fois, leurs dégâts économiques et humains seront sans commune mesure avec ceux pourtant déjà dramatiques de 2008. Et surtout que le recours à la création massive de monnaie (ou liquidités) par les États et les banques centrales, ce qu'ils appellent aujourd'hui le *Quantitative Easing*, a été d'un tel niveau qu'il a sans doute épuisé toutes ses "vertus économiques".

L'impasse économique du capitalisme pousse à la guerre

Crise et guerre se conjuguent de plus en plus directement aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que c'est l'impasse économique du capitalisme, la contradiction entre forces productives et rapports capitalistes de production, les premières excédant les limites des seconds, qui détermine en dernière instance l'engrenage infernal qui mènerait le capitalisme à une 3e guerre mondiale généralisée si le prolétariat révolutionnaire ne réussit pas à briser cette mécanique.

Au plus fort de la crise de 2008, l'introduction massive de "liquidités", c'est-à-dire la création de monnaie, par les banques centrales et la prise en charge par les États des créances douteuses des banques, ont permis d'éviter le blocage soudain et brutal de l'économie comme en 1929. Le résultat en fut une explosion de l'endettement, pourtant déjà très élevé, des États. Si ces politiques propres au capitalisme d'État ont réussi à empêcher l'effondrement brutal généralisé – mais non sans conséquences dramatiques pour les populations et pour certains pays comme la Grèce par exemple –, elles n'ont pas réussi à relancer l'économie. « *La vérité est que l'économie mondiale est* [aujourd'hui] *en récession, non cyclique mais structurelle, et que les velléités de faire de la politique monétaire le remède universel se fracassent sur le mur de l'économie réelle tout en s'accompagnant d'une prise de risque maximum pour la stabilité financière* » (Patrick Artus et M.P. Virard, *La folie des banques centrales*, Fayard, déc. 2015). Le flot d'argent injecté sur les marchés ne s'est pas dirigé vers le secteur productif du fait de profits trop faibles mais vers le secteur financier et spéculatif qui offre des rendements beaucoup plus élevés, créant ainsi différentes bulles qui ne demandent maintenant qu'à exploser de nouveau. Or, le niveau d'endettement, le niveau des taux d'intérêt fixés par les banques centrales dont certains sont négatifs, l'usage massif de la création de monnaie et de rachat d'actifs par ces mêmes banques, qui n'ont pas réussi à relancer l'économie capitaliste, rendront cette fois inefficiente une relance des politiques de *Quantitative Easing* face à de nouvelles explosions[1]. Aujourd'hui, le malade drogué et en manque de 2008 à qui il a fallu injecter une dose massive de liquidités, ne peut plus s'en passer au point que la moindre annonce de toute petite hausse des taux d'intérêt – comme a essayé de le faire la FED, la banque centrale américaine – provoque inquiétude et même panique sur les marchés. Au niveau économique, l'impasse est là et la concurrence économique, autour du pétrole ou encore la guerre des monnaies, laisse le pas aux rivalités impérialistes – la défense du dollar devenant, *in fine*, plus un enjeu impérialiste qu'économique pour la bourgeoisie américaine. Face à l'impasse, il n'est d'issue pour le capital que dans la course à la guerre…

La décision de l'Union Européenne d'autoriser la France à ne pas respecter l'objectif de 3 % de déficit budgétaire au nom de la guerre contre le terrorisme met en lumière un autre aspect, caché, des politiques de *Quantitative Easing* (*QE*). C'est un pas important… pour l'Allemagne. Jusqu'alors farouchement opposée à ces politiques, le débat fait rage au sein de la

1 . Pour une analyse plus détaillée, le lecteur peut se rapporter à l'article de TCI *On the Supposed International Recovery* (http://www.leftcom.org/en/articles/2015-08-04/on-the-supposed-international-economic-recovery) ou en italien *Sulla presunta ripresa economica internazionale* de *Prometeo* #13 (http://www.leftcom.org/it/articles/2016-01-17/editoriale-%E2%80%93-sulla-presunta-ripresa-economica-internazionale).

bourgeoisie allemande. Il est significatif de relever que les pays où la *QE* a été résolument mis en place dès 2008, les États-Unis[2] et la Grande Bretagne par exemple, ont dédié en 2014 respectivement 3,5 % et 2 % de leur PIB en dépenses militaires. L'Allemagne seulement 1,2 %[3]. Si la France n'avait pas un taux de dépenses militaires de 2,2 %, *« elle serait quasiment dans les clous du Pacte de stabilité »*, c'est-à-dire un déficit à 3 % (*Libération*, 21/11/2014). La mise en place par les premiers de politiques de *QE* depuis 2008 leur ont permis de développer leur effort de guerre respectif. C'est dans cette voie que les bourgeoisies européennes les plus conscientes des enjeux historiques semblent décidées à s'engager et que leur permet la nouvelle politique monétaire de la banque centrale européenne initiée en 2014.

Crise économique et guerres s'alimentant l'une l'autre de plus en plus directement, plongent le monde capitaliste, et avec lui l'ensemble de l'humanité, dans une spirale infernale, dans une descente aux enfers dont nul ne voit le fond. Il n'est qu'une alternative réelle et possible, loin des "utopies" en tout genre et des mystifications. Celle de la destruction de la société capitaliste, avec elle de la marchandise, de l'exploitation, des classes sociales, des États, par l'action révolutionnaire du prolétariat et par l'exercice de sa dictature de classe. Cette force sociale historique, constituée de la grande majorité des salariés du monde, qui produit l'essentiel des richesses sociales, est à la fois classe exploitée et classe révolutionnaire. À ce titre, et quelle que soit la réalité et la puissance de son opposition immédiate au capitalisme, à la crise et aux guerres, à la misère et à l'exploitation accrues, le prolétariat porte en lui la destruction du capital et la perspective révolutionnaire du communisme.

Crise et guerres contraignent la bourgeoisie à déclarer la guerre de classe

Certes le prolétariat ne réussit pas, à ce jour, à faire reculer les attaques contre ses conditions de vie et de travail. Ses luttes de résistances – bien que réelles – restent insuffisantes en nombre et la plupart du temps confinées dans les limites légales et les divisions imposées par les États et leurs syndicats. Il en résulte que beaucoup doutent de la vitalité de la "lutte des classes" d'autant que s'y ajoute le silence, et même la censure, que les médias gardent la plupart du temps sur les luttes ouvrières qui se développent.

Pourtant il suffit de regarder ce que fait la classe antagoniste capitaliste pour relever qu'elle mène pour sa part une lutte de classe résolue contre les ouvriers et salariés de chaque pays. Crise et guerres se conjuguent à un tel point, les événements de l'année 2015 en sont le produit et des facteurs aggravants, qu'elles contraignent la bourgeoisie à déclarer maintenant une véritable guerre de classe : crise et guerres croissantes exigent une plus grande exploitation de la force de travail, du prolétariat mondial ; crise et guerres exigent une plus grande soumission idéologique et politique d'où les appels à l'union nationale au nom de la guerre contre le terrorisme et la défense de la démocratie ; crise et guerres exigent une plus grande discipline sociale d'où l'instauration de mesures de répression et autres états d'urgence interdisant rassemblements publics, manifestations et condamnant tout discours "déviant" aussitôt qualifié de "terroriste".

Enfin, dernier élément historique fondamental, décisif en dernière instance, qui oblige la classe capitaliste à défaire politiquement et physiquement la classe ouvrière mondiale : la dynamique inhérente à la relation crise-guerres porte en elle la perspective d'une 3e guerre mondiale généralisée, mettant au prise directement les principales grandes puissances. Du point de vue du capital, sa crise, crise de surproduction, ne peut être "dépassée" qu'au moyen d'une destruction massive de forces productives, usines, infrastructures, et de la force de travail vivante, c'est-à-dire du prolétariat. Les crises financières et boursières et les guerres impérialistes locales, même si elles ne cessent d'augmenter et de commettre des ravages croissants, ne suffisent pas à "résoudre" l'excédent de forces productives comme la 2e guerre mondiale avait réussi à le faire permettant ainsi les "30 glorieuses" années de reconstruction. Or, la faiblesse actuelle de la résistance prolétarienne et la soumission de ses grandes masses à l'idéologie bourgeoise ne suffisent pas à garantir contre le risque que la classe révolutionnaire n'élève et ne généralise ses combats contre l'État capitaliste face à la perspective ouverte d'une guerre généralisée et aux sacrifices que sa préparation économique et politique exigerait encore plus. La classe dominante est obligée d'imposer une défaite telle que la terreur et une soumission totale règnent aussi dans les rangs et les masses prolétariennes.

Crise et guerre s'alimentent l'une l'autre dans une spirale qui donne le vertige et que seul le prolétariat peut rompre. La crise ne peut que provoquer des attaques encore plus violentes contre ses conditions de vie et de travail ; et les nécessités de la guerre provoquer des attaques idéologiques et politiques encore plus fortes. Nous sommes au début de confrontations massives entre les classes du fait des nécessités impérieuses du capital. De leur issue, défaite ouvrière "historique" ou généralisation des luttes permettant une extension significative de la conscience de classe dans les masses ouvrières, et avec elle de l'influence et de l'action des groupes communistes, dépend la capacité du prolétariat à rompre la spirale menant à la guerre généralisée par l'ouverture de la voie révolutionnaire. Dès aujourd'hui, les groupes communistes se doivent d'entrevoir les terrains et les termes de la bataille entre les classes qui vient, afin de pouvoir se porter au premier rang politique de celle-ci au fur et à mesure de son développement. Aussi faibles et dispersés sont-ils aujourd'hui, ils n'en restent pas moins un facteur primordial de l'affrontement qui se présente et le facteur de conscience principal si, à partir de celui-ci, s'ouvre la voie à la destruction révolutionnaire du capitalisme.

Le GIGC, 2 février 2016.

2 . *« Après le 11 septembre 2001,* [A. Greenspan, le directeur de la FED à cette époque...] *fait en sorte que les taux réels deviennent négatifs (taux d'inflation supérieur aux taux d'intérêt) car, c'est une tradition aux États-Unis, lorsque le pays"entre en guerre", on ne fait pas appel aux hausses d'impôts pour la financer mais au porte-monnaie des épargnants et des consommateurs »* (P. Artus et M .P. Virard, *la folie des banques centrales*).

3 . Chine 2,1 % (mais personne n'apporte de crédit aux données fournies par ce pays), la Russie 4,5 %.

Situation internationale

Face au terrorisme et à la guerre impérialiste, les travailleurs en grève en Belgique ce lundi 23 novembre donnent la seule et unique réponse : la lutte ouvrière, la lutte de classe !

Ce lundi matin, grèves ouvrières en Belgique. Malgré un week-end "d'alerte anti-terroriste maximale" en Belgique (c'est-à-dire de l'état de siège), malgré les rues et places de Bruxelles et autre ville belges vidées de tout passant par la police et les blindés de l'armée, malgré l'état d'alerte et de peur généralisé à tous les pays européens, malgré la campagne médiatique assourdissante – transformant l'émotion et la tristesse immenses face aux massacres de Paris en des appels à l'union nationale et à la guerre contre "les barbares" –, malgré les avertissements sur la menace d'attentats à Bruxelles et dans le pays, et donc l'interdiction de tout rassemblement "populaire", des grèves et autres manifestations ont lieu depuis ce matin dans plusieurs régions et villes du pays *« contre les mesures d'économies du gouvernement fédéral »* .

« Il n'y a ni bus ni métro sur les lignes de transports en commun [à Charleroi]. *(…) Un tiers des conducteurs de trains du dépôt de Charleroi était en grève vers 06h45 (…) Plusieurs trains sont à l'arrêt en gare de Tournai. (…) En Flandre, la grève impacte les lignes ferroviaires reliant Binche et Turnhout, Charleroi et Anvers ainsi qu'Anvers et Nivelles (…). La direction des TEC [*l'entreprise publique de transport de la région de Wallonie] *Charleroi a constaté que certains agents avaient placé des bus en travers des entrées des dépôts. (…) La grève est par ailleurs totale au dépôt TEC de Tournai »…* (*Le Soir*, journal belge, 23 novembre 2015).

Voilà la seule et unique réponse, véritable – c'est-à-dire de classe –, à la barbarie capitaliste qui incendie le monde entier. Au terrorisme, aux attentats, à la guerre impérialiste et à l'union nationale qui ne peuvent que mener à plus d'attentats, de terreur, de guerres jusqu'à la guerre généralisée, à une 3ème guerre mondiale, il faut opposer la lutte de classe, c'est-à-dire la défense de nos conditions de vie et de travail, contre l'exploitation. Non seulement parce qu'elle permet de limiter l'aggravation inéluctable de l'exploitation et de la misère mais aussi parce que, ce faisant, elle peut ouvrir la voie à la destruction du capitalisme et à la perspective d'une autre société sans misère, ni guerre. Il n'est d'autre alternative à la barbarie capitaliste.

Les travailleurs en grève en Belgique ce matin, qu'ils en soient tous conscients ou non, rejettent les appels à l'union (et discipline) nationale, aux sacrifices et à la mobilisation guerrière pour la défense de la nation et de l'État démocratique. Ils refusent le faux dilemme, le piège dans lequel on veut enfermer le prolétariat mondial : choisir entre démocratie et terrorisme. Ils y opposent leurs intérêts spécifiques de classe. Et ils ont raison : la démocratie bourgeoise a enfanté et nourrit le terrorisme des Al Qaida et autres IS (Daesh) depuis des décennies – CIA en tête. Le capitalisme, c'est la guerre impérialiste et… le terrorisme est devenu un moyen, un moment, de celle-ci utilisé directement ou indirectement par toutes les puissances étatiques, grandes, moyennes et petites. Terrorisme et capitalisme, guerre et démocratie, ne sont pas opposées mais se nourrissent l'un l'autre.

La crise économique du capital qui s'aggrave inéluctablement provoque aussi bien la misère et l'appauvrissement généralisés que l'exacerbation des rivalités et des guerres impérialistes – et du terrorisme. Crise capitaliste et guerres impérialistes s'alimentent aussi l'un l'autre.

Quel que soit le développement à venir des grèves de Belgique de ce matin, quel que soit leurs limites, elles montrent la voie à suivre. La bourgeoisie ne s'y trompe pas : *« "C'est du grand n'importe quoi", a peste Carlo Di Antonio, Ministre wallon des Transports et de la Mobilité* [4]*»* et l'ensemble de la presse européenne garde le silence total sur ces grèves. N'en doutons pas, la pression doit, à l'heure même où nous écrivons, devenir forte, via les syndicats organisateurs "officiels" de la journée d'action, sur les ouvriers pour qu'ils abandonnent leur combat "vu les circonstances". Dans la région de Namur, le syndicat FGTB a *« estimé, en tant qu'organisation responsable, qu'il valait mieux annuler ces rassemblements publics qui demandent une certaine mobilisation de la police lorsque les forces de l'ordre ont une pression maximale »* (*Le Soir*). Mais dans nombre d'autres villes et régions, ils n'ont pas réussi – à cette heure et malgré plusieurs jours "d'alerte anti-terroriste" – à empêcher les ouvriers de faire grève. Cela est d'importance et en dit long sur la combativité ouvrière en Belgique. Souvenons-nous qu'il y a un an exactement, les travailleurs de Charleroi, de Liège et de Wallonie étaient en grève sauvage[5] et que les syndicats avaient le plus grand mal à contrôler la reprise du travail et la manifestation massive du 6 novembre de Bruxelles qui s'était terminée par des affrontements violents mettant au prise dockers d'Anvers, métallos de Wallonie, et la police anti-émeute. De toute évidence, la combativité ouvrière reste forte malgré la censure sur les luttes et

4 http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/2533535/2015/11/23/Le-mouvement-de-greve-tres-largement-suivi-a-Charleroi.dhtml

5 http://igcl.org/Greves-en-Allemagne-Belgique-95

les matraquages médiatiques.

L'enjeu politique entre les classes, ce qui se joue en ce moment même au niveau international et particulièrement européen, est le suivant : est-ce que la guerre et les attentats, les campagnes médiatiques anti-terroristes et les mesures répressives adoptées[6] vont réussir à faire taire toute mobilisation ouvrière et même à faire reculer la défiance de classe, plus ou moins massive, qui subsiste vis-à-vis des États, démocratiques ou non, et du capitalisme ?

Les grèves de ce matin en Belgique donnent une toute première réponse, encore insuffisante bien sûr pour préjuger de l'issue finale de cette bataille. Mais, surtout, **elles montrent la voie à suivre**.

Voilà pourquoi il appartient aux groupes communistes d'informer le prolétariat mondial autant qu'ils le peuvent de l'existence de ces grèves aujourd'hui même et d'essayer de fournir des orientations politiques et des mots d'ordre qui puissent être repris et suivis. Les luttes de ce matin ont un sens politique particulier qui, sans doute, les dépasse. Elles se déroulent précisément dans un moment où les bourgeoisies nationales, tout en défendant les unes contre les autres leurs intérêts impérialistes, sont unies pour mener une offensive idéologique, politique, économique et répressive contre la classe ouvrière. Car, ne nous y trompons pas, pressée par l'impasse économique et historique du capitalisme, la bourgeoisie internationale a "deux fers au feu" si l'on peut dire : s'engager de plus en plus dans les guerres impérialistes d'une part ; et d'autre part mener la guerre de classe contre le prolétariat. Voilà ce qu'avaient annoncé les attentats parisiens de janvier contre *Charlie Hebdo* et la réaction des États et gouvernements. Ils ouvraient une nouvelle période. Les attentats de novembre et leur utilisation internationale, par toutes les principales bourgeoisies – combien de *Marseillaise* ont-elles été jouées dans le monde dans les stades de foot et salles de concert ? – confirment à la fois la plongée dans les guerres et l'urgence à vaincre, idéologiquement et politiquement, la classe ouvrière et lui imposer un minimum de discipline et d'adhésion à l'union nationale et à la défense de la démocratie bourgeoise.

Les grèves de ce matin, encore une fois quelles que soient leurs limites et leurs devenirs immédiats, confirment que la bourgeoisie devra surtout défaire les ouvriers sur le terrain de la lutte des classes, sur le terrain économique, et leur imposer une défaite **physique** avec une répression massive. La bourgeoisie mène de concert deux guerres qui ne peuvent que s'aggraver : l'une contre ses rivaux impérialistes et l'autre contre le prolétariat. L'enjeu final – historique – est le suivant : révolution prolétarienne ou guerre impérialiste généralisée (au risque que l'humanité soit anéantie à jamais).

Face à la terreur capitaliste, les ouvriers de Belgique montrent la voie :

Non à l'unité nationale ! Non au terrorisme et aux guerres impérialistes !

Oui à la lutte de classe ! Solidarité active avec les grévistes ! Refusons l'austérité et les sacrifices !

À bas le capitalisme, sa misère et ses guerres ! Non à la guerre impérialiste généralisée !

Le Groupe International de la Gauche Communiste, 23 novembre 2015.

(www.igcl.org, intleftcom@gmail.com)

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à intleftcom@gmail)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)
La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)
Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938) (Fraction interne du CCI)
La question de la guerre (1935) (Fraction interne du CCI)
Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)
Les syndicats contre la classe ouvrière (1976) (Fac-similé de la brochure du CCI).

6 . qui visent non pas spécifiquement le terrorisme mais la "sécurité de l'État", et donc toute mobilisation ouvrière d'importance.

Luttes ouvrières dans le monde

« La combativité et la colère continuent à s'exprimer dans tous les pays, sur tous les continents. Mais, pour autant, elles ne réussissent pas à faire reculer les attaques. Parce que la classe ouvrière reste, en général, derrière les mots d'ordre et revendications syndicales et de gauche, c'est-à-dire des mots d'ordre et des revendications contraignant et limitant la lutte au cadre étatique et à l'idéologie capitaliste. Parce qu'elle n'assume pas, à ce jour, le combat contre les sabotages et le dévoiement de ses luttes et contre ces forces qui les mettent en place. Parce qu'elle n'arrive pas à se hisser au niveau du combat politique conscient, c'est-à-dire jusqu'à l'affrontement politique contre toutes les forces de l'appareil d'État bourgeois, particulièrement contre celles qui se "situent sur le terrain ouvrier", syndicats, officiels ou "radicaux de base", aux forces politiques de gauche et gauchistes ; y compris ceux qui se cachent derrière l'apolitisme et les mystifications démocratiques diverses et variées.

Et pourtant ! Jamais dans l'histoire du capitalisme, celui-ci ne s'est retrouvé dans une situation "historiquement", "objectivement", aussi difficile, aussi affaiblie, face au prolétariat : du fait même que la crise et la perspective de la guerre généralisée se posent en même temps, il lui sera difficile comme jamais auparavant de faire accepter par les grandes masses ouvrières et exploitées les mystifications idéologiques sur une quelconque prospérité à venir ou sur la paix, les deux s'éloignant chaque jour plus. Et alors même que, malgré le "black-out", la censure, sur les luttes et les mobilisations ouvrières, la combativité ouvrière ne se dément pas, ne se calme pas, ne disparaît pas. Combien de manifestations massives contre les mesures de misère adoptées dans tous les pays tues et ignorées par les médias ? Combien de luttes isolées contre les licenciements ou bien contre la baisse des salaires passées sous silence ? illusions de notre part? » (Éditorial de *Révolution ou Guerre* #1)

USA : Du jamais vu depuis un quart de siècle ! Les travailleurs des grandes usines automobiles votent massivement contre l'accord Fiat Chrysler-UAW en septembre 2015. Voir United Auto Workers in Concessions Talks with the Big Three http://www.leftcom.org/en/articles/2015-08-10/united-uto-workers-in-concessions-talks-with-the-big-three. Ce n'est que par la fraude et la manipulation que la UAW a réussi à 51% en novembre à faire accepter la convention collective de 4 ans.

Italie : Le 25 novembre, les travailleurs de la compagnie d'autobus régionale de Rome ont été en grève sauvage pendant trois jours parce qu'ils n'avaient pas été payés depuis 2 mois. Le 8 janvier, au Bormioli dans établissement près de Parme, la police anti-émeute a attaqué et démantelé un genre de sit-in mis en place par les travailleurs d'entrepôt. Ils se battaient contre la convention signé entre l'entreprise et les principaux syndicats, la CGIL et de la CISL. Cet accord aggravait leurs conditions de travail. C'est encore une autre confirmation qu'à ce stade de la profonde crise du capitalisme, les patrons ne peuvent tolérer aucune résistance de la classe, même si, malheureusement, elle ne vient que de petits secteurs. Voir l'article en anglais de la TCI http://www.leftcom.org/en/articles/2016-01-11/italy-solidarity-with-the-workers-of-bormioli-di-fidenza ou en italien http://www.leftcom.org/it/articles/2016-01-11/solidariet%C3%A0-ai-facchini-di-fidenz.

France : Une série de grèves des postiers se sont poursuivis dans plusieurs villes en novembre et décembre **malgré l'état d'urgence** et la censure des médias. Les postiers sont déterminés à lutter contre les suppressions de postes et l'exploitation au travail. Cependant à cause du contrôle syndical, il n'y a aucune unification et élargissement géographique des grèves.

Algérie : Grève et manifestation des travailleurs de l'automobile de Rouiba. Mercredi 2 décembre, les travailleurs de la SNVI (Société Nationale des Véhicules Industriels) sont de nouveau sortis pour dénoncer le retard dans le versement des salaires du mois d'octobre et de novembre. Les promesses qui leur avaient été faites, par les premiers responsables de l'entreprise, n'ont pas encore été concrétisées. Ne pouvant plus attendre et pour se faire entendre, ils ont fermé la route qui relie Rouiba à Régahïa. Immédiatement, les troupes anti-émeute de la gendarmerie se sont amassées en grand nombre tout près du lieu de rassemblement des travailleurs et sont intervenus.

Afrique du Sud : Johannesburg Des éboueurs en grève sauvage contre la corruption de leur management et pour de meilleures conditions de travail ont été attaqué avec des balles en caoutchouc et des grenades assourdissantes. Il y eu 9 blessés parmi les grévistes.

Brésil : Les étudiants et les enseignants à São Paulo ont protesté contre les tentatives du Gouverneur Alckmin à "réorganiser" le système éducatif à São Paulo. La «réorganisation» propose de fermer près de 100 écoles, la plupart d'entre eux dans les quartiers ouvriers de la ville. Dès mardi, le 1er décembre, 200 écoles sont occupées par des étudiants de São Paulo. Malgré un large soutien public, les étudiants ont été attaqués et arrêtés par les forces de police très brutales. Cette restructuration voudrait dire qu'il y aurait, dans certains cas, plus d'une centaine d'étudiants dans chaque classe. Durant le mois de janvier, plusieurs manifestations férocement réprimés par la police ont eu lieu pour protester contre la hausse du prix des transports publics à São Paul, à Rio de Janeiro et à Belo Horizonte. Le prix des transports soulève les travailleurs brésiliens aux prises avec une inflation à deux chiffres et au scandale de corruption lié à l'entreprise pétrolière publique Petrobras et aux patrons du bâtiment et travaux publics

(BTP), reflet de la corruption de la bourgeoisie et en particulier de ses politiciens du Parti des travailleurs, parti encensé par des gauchistes et syndicalistes il y a quelques années.

Suisse : En novembre à Genève. Grèves et manifestations conjointes du secteur privé et du secteur public, des fonctionnaires, des travailleurs d'hôpitaux et des ouvriers du bâtiment ont lutté contre les mesures d'austérité. **Inde** Suite à un accord entre le syndicat et la direction de Maruti (auto Suzuki) pour une augmentation des salaires des travailleurs permanents et excluant les travailleurs temporaires, ceux-ci ont déclenché une grève sauvage le 26 septembre. Plus de 600 travailleurs étaient en grève ce jour-là quand 1000 policiers postés à l'intérieur et autour des locaux de l'usine, ont commencé à battre et arrêter environ 100 d'entre eux. Les travailleurs ont indiqué que les lignes d'assemblage ont fonctionnent "stop-and-go», de sorte que seule la moitié environ des habituels 1440 voitures ont été assemblés.

Belgique : Une immense manifestation contre l'austérité le 7 octobre. Quelque 80 000 personnes, selon la police, 100 000 selon le front commun syndical, organisateur de la marche, ont manifesté dans le centre de la capitale contre les mesures d'austérité. Le 23 novembre Grèves ouvrières **malgré un week-end "d'alerte anti-terroriste maximale" (c'est-à-dire de l'état de siège)**[7].

Assemblée générale ouvrière en Belgique

Canada : Province de Québec. Durant l'automne, les travailleurs du secteur public ont fait plusieurs débrayages divisés par les syndicats par région, par secteur et une journée à la fois, pour le renouvellement de leurs conventions collectives et contre les mesures d'austérité. Une manifestation de 100 000 a eu lieu Montréal le 3 octobre. Par ailleurs 2400 employés municipaux montréalais ont participé à une assemblée générale spéciale le 8 décembre dernier, pendant les heures de travail malgré une ordonnance leur interdisant d'y assister. La raison : leur colère envers la loi 15 qui impose des coupures sévères dans les retraites, et contre le «pacte fiscal» conclu entre le gouvernement du Québec et les municipalités.

Finlande : En septembre, une grève anti-austérité généralisée en Finlande a entraîné la fermeture des ports et perturbé les vols dans le pays. Les enseignants et les employés de garderie ont rejoint cette lutte qui est le plus grand mouvement ouvrier depuis des décennies. Les conducteurs de train ont aussi cessé de travailler pour rejoindre une grande manifestation le 18 septembre à Helsinki.

Cambodge : En décembre, un débrayage impromptu a déclenché la pire agitation ouvrière d'usine cette année. 30 000 ouvrier-ère-s d'usines en grève sauvage pour une hausse de salaire Certains syndicats ont exhorté les travailleurs à retourner au travail et de négocier paisiblement leurs demandes.

Chine : Le nombre de grèves et d'incidents est passé de 1379 en 2014 à près de 2774 en 2015. L'année 2016 sera encore pire pour la classe ouvrière chinoise. Les sidérurgies, les mines de charbon, les transports ferroviaires prévoient des mises à pieds de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers. Même à l'usine de Zhengzhou, celle-là même qui assemble l'iPhone 6s et où travaillent 200 000 personnes, des mises à pied sont prévus. Baisse de salaire, mise-à-pied et salaires payés avec des retards de plusieurs mois, c'est ce que fait vivre le capitalisme chinois à la classe ouvrière.

Égypte : Fin décembre, 3000 travailleurs ont commencé une grève dans la plus grande compagnie d'aluminium, tandis que plusieurs centaines d'autres travailleurs ont également lancé un sit-in de protestation à la plus grande aciérie - acier et Iron Company - à Helwan. Cela alors que d'autres protestations ont continué ailleurs - grève à l'Shebin al-Kom Textiles Société et la Société Petrotrade à Assiut City.

Iran : Plus de 2000 ouvriers travaillant dans les mines de la préfecture de Kuhbanan (Province de Kerman) se sont mis en grève le 2 janvier. Le même jour, les mineurs de Azadshahr au Golestan, ont également cessé le travail. Les travailleurs réclament le paiement des salaires en retard.

Pays-Bas : Les dockers du port de Rotterdam, le plus grand d'Europe, ont entamé le 7 janvier une grève de 24 heures, la première en 13 ans, réclamant l'assurance qu'aucun emploi ne sera perdu suite à un processus d'automatisation des installations. Dans ce pays à forte collaboration de classe, la grève est rare.

Tunisie : Absence de changement cinq ans après la chute de Ben Ali. L'instauration de la démocratie de la bourgeoisie n'a rien changé. Il y a toujours des milliers de chômeurs. En janvier, ceux-ci ont manifesté par milliers dans plusieurs villes du pays contre le chômage à tel point que le gouvernement démocratique a instauré un couvre-feu le vendredi 22 janvier dans l'ensemble du pays.

Le 23 janvier Normand

7 . Voir le texte Face au terrorisme et à la guerre impérialiste, les travailleurs en grève en Belgique ce 23 novembre donnent seule et unique réponse: la lutte ouvrière, la lutte de classe ! (page 3).

Exode massif sur tous les continents : ce sont nos frères de classe que le capitalisme assassine (5/9/2015)

Les médias, à la solde de la bourgeoisie, nous assaillent hypocritement de messages, de photos et de vœux pieux sur la crise des réfugiés en Europe. Ils ne peuvent taire les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, prolétaires miséreux, qui fuient les guerres et qui traversent, dans les pires conditions, l'Europe du sud. Ils ne peuvent taire la mort d'Aylan avec son frère et sa mère, ce petit garçon de 3 ans, son corps sans vie étendue sur une plage turque, parce qu'il voulait vivre tranquillement, avec sa famille, loin de la misère et de la guerre que le capitalisme lui impose. Ils oublient très facilement les réfugiés ailleurs dans le monde par exemple les palestiniens et les haïtiens. Ces millions de réfugiés fuient la misère causée par l'accroissement de la crise du capitalisme (Mexique et Amérique centrale) et surtout ils fuient les guerres causées dans le monde par les grandes puissances capitalistes : Libye, Syrie, Somalie, Érythrée, Tchad, Mali, Nigeria, Irak, Afghanistan, Yémen et autres. Ces grandes puissances comme l'Allemagne de Merkel se servent des migrants pour se montrer plus accueillantes. En réalité, l'Allemagne, comme les autres puissances impérialistes, a, malgré tout, un certain besoin de main d'œuvre pour être plus compétitive dans sa rivalité avec les autres grandes puissances. À la rigueur, Merkel (et ses confrères) serait prête à accepter le père mais pas Aylan et sa famille. Ils ont en fait la preuve avec la mort de ce petit de 3 ans et de la plupart des siens.

Ils se servent aussi de cette misère de millions d'êtres humains pour tenter de redorer le blason des démocraties bourgeoises, alors que ces dernières sont les principales responsables de toutes ces morts (et non pas seulement les « passeurs »), tout en érigeant de plus de plus de murs (USA-Mexique, Hongrie–Serbie, Palestine-Israël, Espagne-Maroc à Ceuta) et de camps d'internements (France, Hongrie, USA, Grèce, Italie). Le retour de ces réfugiés dans leur pays d'origine est impossible d'autant que les guerres vont s'y poursuivre. Pour Obama, et les « grands » démocrates, pour le premier ministre canadien Harper, par exemple, la solution à cet exode massif passe par plus de bombardements en Irak et Syrie. Il n'y a pas de solution dans le cadre du capitalisme à cet exode de millions d'êtres humains. Le capitalisme en crise et en décadence ne peut intégrer, dans son système d'exploitation mondial, qu'un nombre plus grand de salariés prêts à accepter les pires conditions. Ce capitalisme et surtout ses « démocraties » veulent des prolétaires particulièrement soumis à leur crise. La crise économique du capitalisme et les guerres impérialistes ne peuvent que s'aggraver encore plus vers une guerre mondiale (si on les laisse faire) qui entraînera, entre autres un nombre incalculable de réfugiés. Nous n'en sommes qu'au début de cet affrontement politique et idéologique où la classe capitaliste, adaptant son offensive et ses mystifications aux situations nationales, cherche à détourner la colère croissante contre la misère, la répression et les guerres qui occasionnent la fuite de millions d'êtres humains, c'est-à-dire contre le capitalisme, en mettant de l'avant la défense de la démocratie et de la protection des valeurs nationales des différentes bourgeoisies.

Ce n'est pas derrière la bourgeoisie et son État qu'on sauvera les populations prolétariennes fuyant la misère et la guerre

Les prolétaires de tous les pays ne doivent pas se laisser impressionner, ni entraîner, par les campagnes humanitaires, soi-disant en solidarité avec les migrants, et encore moins participer aux manifestations de rue mises en place par les partis de gauche et gauchistes. Cela ne résoudra en rien les situations des migrants et ne fera que renforcer la misère et les guerres, causes de ces exodes massifs, en renforçant la puissance " interne " des États bourgeois. Pire même, cela ne fera que favoriser encore plus et accélérer les exodes massifs et multiplier les drames. Certes, les images et les témoignages de personnes apportant de l'eau, de la nourriture, assistance et soutien moral aux pauvres réfugiés, expriment des sentiments immédiats de solidarité et soulagent certainement quelques-uns des malheureux qui parcourent les routes et les chemins. Et tant mieux pour les rares qui reçoivent ces expressions de fraternité et d'aide matérielle. Mais non seulement ces réactions individuelles sont largement insignifiantes vu l'ampleur de la catastrophe, mais surtout elles sont bien souvent détournées et utilisées par les médias au service de la campagne soi-disant humanitaire que les principaux États, c'est-à-dire principalement les principaux États démocratiques, Allemagne en tête, ont décidé de lancer.

Seule la lutte ouvrière internationale peut apporter à la fois espoir et réponse immédiate

Le prolétariat mondial qui regarde le petit cadavre d'Aylan doit apporter sa réponse à tout cela. À terme, elle ne peut qu'être la destruction du capitalisme et l'avènement du communisme (qui est la solution prolétarienne, marxiste et l'opposé du stalinisme).

Dans l'immédiat, il n'est pas impuissant non plus. D'abord et en premier lieu, il doit développer ses luttes, dans les usines, les quartiers ouvriers, dans la rue, contre la misère généralisée et les guerres que tous les prolétaires subissent. Ce n'est que sur ce terrain, parce qu'il constitue le seul terrain où il puisse imposer un rapport de force contraignant les bourgeoisies nationales à limiter, voire reculer momentanément, leurs attaques économiques contre l'ensemble de la classe ouvrière, y compris les nouveaux arrivants. La classe ouvrière en lutte peut et doit élargir et unifier ses revendications et son combat à l'ensemble des prolétaires, actifs et chômeurs, " nationaux " et immigrés, légaux ou sans papiers, sédentaires ou migrants, réfugiés, exilés…

La mort du petit Aylan est la mort d'un des leurs, d'un de leur fils. Les milliers de noyés ou de tués lors des passages de frontières, les 70 asphyxiés dans un camion en Autriche de la semaine dernière, sont le prix macabre et affreux que le prolétariat international paie, une nouvelle fois, dans sa chair, pour la survie du capitalisme.

En prenant ses responsabilités historiques de cette manière, le prolétariat, non seulement diminuera sa misère dans les grandes puissances capitalistes, mais de plus empêchera

définitivement de nouveaux Aylan. Il marchera ainsi jusqu'à sa solution définitive.

Une seule solidarité avec les migrants : la lutte ouvrière internationale contre le capital ! Tous ensemble ! Quelle que soit la nationalité, l'origine, le statut légal, illégal, exilés, réfugiés, emplois stables, précaires, chômeurs, sans papier, hommes, femmes…

Une seule solution contre cette société barbare : la transformation communiste de la société qui nécessitera l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes, c'est-à-dire le travail salarié, la production de marchandises en vue du profit et les frontières nationales. Cela exigera la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

Groupe International de la Gauche Communiste, le 5 septembre 2015

PS. Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur la prise de position que la Tendance Communiste Internationaliste a publié en mai dernier suite aux naufrages de réfugiés en mer Méditerranée Tragédies en mer ou la barbarie du profit ?.

Massacre et terreur aveugle à Paris : le capitalisme, c'est la guerre impérialiste ! (14 novembre 2015)

Plus d'une centaine de morts, des centaines de blessés, c'est un véritable carnage que vient de subir la population parisienne hier soir. C'est le dernier épisode, dramatique, d'une série d'attentats sanglants et barbares de par le monde dont les récents d'Ankara en Turquie et contre l'avion russe en Égypte. Ils répondent à l'intervention massive et brutale des principales puissances impérialistes en Syrie. À leur tour, ces attentats vont relancer encore plus la guerre et les rivalités impérialistes en particulier au Moyen-Orient, avec leur lot de tués, de misère et de populations contraintes, pour survivre, de fuir la guerre et de migrer. Une fois de plus, la réalité macabre vient confirmer la vieille position du mouvement ouvrier et du marxisme : le capitalisme, c'est la guerre. Aucune paix n'est possible tant que cette société de misère et de mort ne sera pas mise à bas.

Dans l'attente d'une prise de position plus élaborée sur ce qui vient de se passer à Paris, nous republions notre position *Non au terrorisme, non à l'État capitaliste* (http://igcl.org/Non-au-terrorisme-non-a-l-Etat) suite aux attentats contre *Charlie Hebdo* et le magasin kascher du 7 janvier 2015 à Paris dans laquelle nous affirmions que *« plus le capitalisme s'enfonce dans la crise économique et dans les rivalités impérialistes guerrières, plus le terrorisme se développera et frappera les populations innocentes »*. La réalité du monde capitaliste n'a fait que confirmer, ô combien, notre affirmation d'alors.

Le GIGC, 14 novembre 2015.

PS (15 nov.). Les lecteurs et camarades peuvent aussi lire la prise de position du PCint-Le Prolétaire Attentats de Paris : le capitalisme est responsable, guerre de classe contre le capitalisme ! (dans la rubrique "prises de position"), et sur la prise de position de la TCI traduite en français : Barbarie, barbarie et encore plus de barbarie.

Réimpression en fac-similé de la brochure du CCI *Les syndicats contre la classe ouvrière.*

Pour nos lecteurs d'Amérique du Nord, nous avons réimprimé (en fac-similé) la brochure du CCI sur ***Les syndicats contre la classe ouvrière*** en français que l'on trouve difficilement sur ce continent et qui fut écrite en 1976. Pour les lecteurs d'Europe qui ne pourraient se la procurer directement auprès du CCI, ils peuvent aussi s'adresser à notre adresse intleftcom@gmail.com ou encore à notre adresse postale : CP 55045, Centre Maisonneuve, H1W 1B0 Montréal, Canada.
Même si notre groupe, le GIGC, ne reprend pas nécessairement tout ce qui est avancé dans cette brochure, nous estimons qu'il s'agit d'un document historique qu'il convient de faire connaître aux jeunes générations et qui peut servir de référence " programmatique " pour les groupes communistes d'aujourd'hui.

En 2015, différentes élections ont provoqué le surgissement de nouveaux partis politiques bourgeois, parfois tout juste créés comme en Espagne, au premier plan du jeu politique national – voire même en position de participer au gouvernement. Ces nouveautés électorales ont-elles une dimension internationale et une signification politique particulière pour le prolétariat ? C'est à cette question que les deux articles qui suivent, essaient de donner une réponse. Les élections à venir en 2016, en particulier le résultat des élections présidentielles américaines, viendront aider à la compréhension des politiques que la bourgeoisie essaie de mettre en place pour la période actuelle.

Élections canadiennes d'octobre 2015 : le plus long cirque électoral dans l'histoire canadienne

Le show électoral a amené un changement au sein de la bourgeoisie canadienne. Après presque dix années au pouvoir, le parti conservateur de Stephen Harper a été remplacé par le parti libéral de Justin Trudeau[8] le 19 octobre. Presque tous les grands journaux de la bourgeoisie ont appuyé son élection. Le parti conservateur voulait maintenir coûte que coûte le budget fédéral avec un déficit zéro. Le NPD (Nouveau Parti Démocratique) avait le même objectif. Le parti libéral et le parti vert (qui prône l'impossible un capitalisme écologique) mettaient de l'avant des budgets déficitaires.

Des déficits de 10 milliards de dollars canadiens (7 milliards d'euros) par année pendant trois ans pour investir dans les infrastructures et baisser les impôts de ce qu'ils appellent la classe moyenne telles étaient les promesses électorales des libéraux. L'endettement de l'État canadien, montré en exemple de rigueur budgétaire pour avoir diminué lors de la décennie précédente, est reparti à la hausse depuis la crise de 2008. L'augmentation des déficits annoncés par Trudeau (contrairement aux annonces de zéro déficit des conservateurs d'Harper) exprime que la bourgeoisie canadienne est, comme toutes ses consœurs, prise en étau entre la nécessité "d'assainir les finances" au risque d'un nouveau 2008 d'une part et celle de maintenir un minimum l'activité économique par les déficits et l'endettement. Cette contradiction exprime l'impasse du capitalisme au plan économique alors que la voie d'une destruction massive des forces productives pour résoudre la crise de surproduction, c'est-à-dire la voie à un holocauste généralisé n'est pas ouverte. La bourgeoisie canadienne n'en est pas encore à des préparatifs directs pour une guerre mondiale parce que le prolétariat n'est pas écrasé physiquement, idéologiquement et politiquement. Cependant tout comme les autres bourgeoisies, la bourgeoise canadienne a "deux fers au feu" si l'on peut dire : s'engager de plus en plus dans les guerres impérialistes d'une part ; et d'autre part mener la guerre de classe contre le prolétariat car les prolétaires canadiens luttent contre les mesures d'austérité même s'ils sont bien encadrés par les syndicats. Cette élection permettra un plus grand rapprochement avec l'impérialisme américain et servira la bourgeoisie canadienne dans ses revendications territoriales concurrentes de la Russie à propos des riches fonds marins de l'Arctique.

Le gouvernement a annoncé que le déficit sera la première année de 15 milliards (10 500 euros) au lieu de 10 milliards prévus à la baisse des prix du pétrole et des métaux. Déjà la promesse de réduire les impôts de la classe moyenne coûtera 2,3 milliards de plus que prévu. La banque centrale canadienne a annoncé le 21 octobre, que la progression du produit intérieur brut du Canada serait de 1,1 % cette année, avant de réduire ses prévisions pour 2016 et 2017 à 2,0 % et 2,5 %, respectivement. Bref la croissance de l'économie canadienne sera très faible pour les prochaines années et comme lors de la crise de 2008 avec les conservateurs, les libéraux veulent relancer l'économie canadienne...une autre tentative de la bourgeoise qui ira vers un échec.

Pendant la campagne électorale, les libéraux ont promis la cessation des bombardements en Syrie avant mars 2015 qui est la date finale de l'engagement pris par les conservateurs d'Harper. Par contre ils veulent augmenter le nombre de soldats présents en Irak pour la formation et l'entraînement de soldats kurdes ou y envoyer des forces spéciales qui interviendraient sur le terrain. L'impérialisme canadien veut toujours maintenir sa place parmi les puissances impérialistes particulièrement ceux du G7. Il restera dans la coalition de l'impérialisme américain et ira même à s'engager davantage mais sous une autre forme que les bombardements. Concernant l'accueil des réfugiés, les libéraux reculent sur le nombre prévu de 25 000 en 2015. Il sera de moins de 6000. L'arrivée des réfugiés donne l'occasion aux médias et aux politiciens l'occasion d'une vaste propagande sur la démocratie bourgeoise et les « bienfaits » du capitalisme canadien. Ils se gardent bien de dire que la participation du Canada aux guerres du Moyen-Orient est une des causes de leur migration.

Le show électoral fut l'un des plus longs dans l'histoire du Canada. On a vu les syndicats tout faire pour faire battre Harper et inciter les prolétaires à voter stratégique en disant que cela améliorait leur situation. Par exemple, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) n'a pas lésiné sur les moyens pour mobiliser et former des centaines de bénévoles. Louise Chabot, présidente de la Centrale des syndicats du Québec a lancé l'appel de faire barrage au Parti conservateur en allant voter massivement le 19 octobre. *« Yassan Yussuf, président du Congrès du Travail du Canada* [principal syndicat canadien], *a dit qu'il était convaincu que cette stratégie serait un succès si les membres votaient.* "La réalité est que nous représentons 3.3 millions de travailleurs et que si vous y ajoutez un membre de la famille à cette équation, cela représente potentiellement 6 millions de votes" *a-t-il dit.* "S'ils vont voter et amènent leur famille avec eux... il ne fait pas de doute que nous allons décider du résultat" *»*[9].

En plus des syndicats, le parti de la gauche réformiste

8 . Fils de l'ancien premier ministre Pierre Elliot Trudeau reconnu pour avoir instauré la loi des mesures de guerre dans la province de Québec en octobre 1970 pour supposément arrêter une insurrection appréhendée. Cette loi permit l'arrestation de près de 500 personnes. Malgré la promesse faite lors de la précédente campagne électorale, le gouvernement libéral de PET décrète, en 1975, le contrôle des prix et des salaires.

9 . http://globalnews.ca/news/2206189/labour-unions-across-canada-preparing-to-launch-major-anti-harper-offensive/

indépendantiste Québec Solidaire a appelé à faire battre Harper sans aucune mention de l'existence du prolétariat et de la lutte de classe. L'appel à faire battre Harper a été, en fait, un soutien à d'autres fractions de la bourgeoisie canadienne. Cette longue période électorale à permis comme jamais la relance d'idéologies individualistes et démocratiques à savoir le principe bourgeois, "un homme, une voix" pour les élections et le choix des gouvernements. Le nationalisme a été mis de l'avant par tous les partis : conservateurs, libéraux, néo démocrates et verts ont relancé le nationalisme canadien tandis que le bloc québécois (un parti prônant la sécession du Québec) tablait sur la nationalisme québécois.

« Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme. » (Position de base du GIGC)

Les prolétaires canadiens comme les prolétaires du monde entier ont tout à perdre en participant au show électoral. La classe ouvrière doit plutôt s'organiser et commencer à travailler à la construction d'un parti politique international et internationaliste pour combattre non seulement la misère, le chômage, la guerre et le terrorisme mais le système qui produit cela et pour lutter pour une société sans classe, sans argent et sans frontière c'est-à-dire le communisme qui n'a rien de commun avec le stalinisme.

Normand.

Élections de 2015 : adaptation de l'appareil politique étatique aux nouveaux enjeux ?

Les dernières élections nationales ou locales qui se sont déroulées tout au long de 2015 dans nombre de pays, européens en particulier, ont vu des bouleversements dans les résultats électoraux des partis bourgeois et l'émergence de nouveaux partis, souvent "d'extrême gauche" ou "d'extrême droite" se présentant comme hors "système". La fin du "bipartisme", c'est-à-dire de l'alternance au pouvoir d'un parti de droite traditionnel et d'un parti de gauche (social-démocrate), est annoncé en Espagne, au Portugal, en France, après l'avoir été en Grèce et ailleurs (Italie depuis longtemps).

Certes, il est contraire aux intérêts du prolétariat de participer au jeu électoral dans notre période historique et les révolutionnaires dénoncent la mystification et le piège qu'il représente. Il n'en reste pas moins que les périodes électorales sont des moments de matraquage idéologique et politique massif sur les populations et particulièrement sur les ouvriers. Aujourd'hui, leur rôle n'est pas de convaincre ces derniers de marcher vers la guerre mondiale mais de masquer la réalité de l'exploitation et de la misère croissantes et de faire oublier la nécessité du combat de classe contre celles-ci. À ce titre, elles ont un impact sur la classe ouvrière.

Mais aussi, selon les moments et les situations internationales et nationales, il arrive qu'au-delà de la simple alternance gouvernementale visant à crédibiliser le jeu électoral démocratique, le choix des équipes gouvernementales puisse représenter des inflexions, voire des changements, de politique. Tant au plan économique et vis-à-vis de la classe ouvrière qu'au plan impérialiste. Par exemple, si dans les années 1990 et 2000, on peut considérer que, globalement, c'est-à-dire dans les principaux pays capitalistes à forte tradition démocratique, les alternances politiques entre droite et gauche "gouvernementales" basées sur le bipartisme ne présentaient pas d'options politiques bourgeoises fondamentalement différentes, il ne fait guère de doute aujourd'hui que les venues au pouvoir de Thatcher en Grande-Bretagne et de Reagan aux États-Unis à l'aube des années 1980 ont représenté une inflexion considérable des politiques menées par les principales bourgeoisies occidentales en mettant en place des politiques dites "néolibérales" en matière économique, d'attaques brutales contre les conditions ouvrières et particulièrement agressives au plan impérialiste contre l'URSS et le bloc de l'Est. Les conséquences, négatives, pour la classe ouvrière internationale en furent rapides.

En 2015, la constitution de gouvernements d'alliance entre partis de gauche "gouvernementale" (PS) et de gauche "radicale" au Portugal (Bloc de gauche et PC) et en Grèce (Syriza), les 20% de votes pour Podemos (à égalité avec le PSOE à 21%) en Espagne où les tractations pour former le gouvernement continuent à l'heure où nous écrivons, ont-ils une signification politique d'ordre international ? Tout comme les succès électoraux de partis de droite "extrême" comme le Front National en France ? Et si tel est le cas, s'agit-il simplement d'en finir avec le jeu de l'alternance bipartidiste qui est en grande partie déconsidéré ? S'agit-il de phénomènes éphémères ? Ou bien annoncent-ils de nouveaux enjeux pour la bourgeoisie et pour le prolétariat ?

Sans doute est-il encore trop tôt pour fournir une réponse précise. Il n'en reste pas moins qu'au-delà des situations nationales particulières, ces changements politiques alimentent le débat qui traverse de plus en plus les bourgeoisies européennes au sein de l'UE : faut-il continuer les politiques économiques de réduction drastique des déficits ou bien rejoindre la politique menée par les États-Unis depuis 2008 de création monétaire laissant courir les déficits ? Aujourd'hui, nul ne doute qu'aucune de ces deux options ne répond à l'impasse économique du capitalisme dont la crise continue inexorablement à s'approfondir. Jusqu'alors, la bourgeoisie allemande avait imposé la première option ce qui lui avait permis d'asseoir son leadership sur l'Europe. Mais la question est reposée depuis les attentats parisiens de 2015. Suite aux tueries du 13 novembre, l'Union Européenne, donc l'Allemagne, a accepté que la France ne réduise pas ses déficits comme convenu auparavant au nom de la guerre contre le terrorisme. Mieux même, le Ministre allemand des finances, Schaüble, pourtant fervent pourfendeur des déficits européens, a appelé l'Europe à se doter des *« moyens »* pour une armée européenne commune.

Ne nous y trompons pas : en aucun cas un assouplissement (même soi-disant "keynésien") de la politique économique européenne ne constituerait une amélioration de la situation ouvrière, ni même une pause dans sa dégradation. Par contre, elle pourrait très bien signifier un renforcement des dépenses et autres "grands travaux" à destination militaire et le fait que

l'UE, répondant aux politiques de *Quantitative Easing* de la Banque centrale américaine, aurait décidé de marcher de manière plus résolue vers la guerre impérialiste. Outre le poids accru de ces dépenses militaires croissantes sur le prolétariat européen aggravant encore l'exploitation qu'il subit, cette orientation de la politique bourgeoise européenne aurait pour conséquence l'approfondissement de l'offensive idéologique et politique internationale contre la classe ouvrière ; celle-là même qui a commencé depuis les attentats de janvier et novembre 2015, avec les appels à la guerre contre le terrorisme, aux interventions militaires accrues au Moyen-Orient, à l'unité nationale, à l'état d'urgence interdisant toute manifestation et aggravant les mesures de répression anti-ouvrière.

Voilà pourquoi les révolutionnaires et le prolétariat dans son ensemble, tout en rejetant le jeu électoral bourgeois et toute participation, ne peuvent rester "indifférents" aux résultats et aux changements de gouvernement et de personnel politique qui peuvent indiquer des inflexions ou des changements des politiques menées par chaque bourgeoisie nationale. Il en va de leur capacité à reconnaître le terrain, les lignes d'affrontement, et les enjeux des différentes batailles que la bourgeoisie essaie d'imposer à la classe ouvrière dans la période cruciale qui s'ouvre.

RL, janvier 2016.

Lisez nos brochures...

Bilan de la Lutte étudiante et des assemblées de quartier de 2012 au Québec

« Dans toute notre intervention lors de la lutte étudiante, nous avons eu comme leitmotiv qu'il fallait que *[les étudiants]* élargissent leur lutte à d'autres secteurs de la société, en particulier les travailleurs... »

« Pour résumer, la "grève sociale" a échoué essentiellement parce que le Travail ne s'est pas mis en grève. Et si les travailleurs ne se sont pas mis en grève, c'est surtout grâce à l'immobilisme consciemment calculé des grandes centrales syndicales »

(Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme

« Tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, le marxisme a mis en évidence comment le révisionnisme (...) a introduit les thèmes idéologiques de la bourgeoisie (...) les valeurs, la morale, les intérêts et, d'une manière générale, l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier au titre de la science "générale", de philosophie "abstraite", de morale et d'intérêts "humains" »

Contre les théories opportunistes du Courant Communiste International des années 2000...

lisez notre brochure *Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme* !

Débat au sein du camp prolétarien

Sur l'évolution des rivalités impérialistes à partir de l'intervention russe en Syrie et sur l'intervention des révolutionnaires

La prise de position qui suit est issue d'une discussion et d'un débat contradictoire au sein de notre groupe à propos de la signification et des implications de l'intervention militaire russe en Syrie à partir du 30 septembre 2015. Un camarade a commencé à questionner notre position sur la dynamique de polarisation impérialiste qui, si le prolétariat ne réussit pas l'entraver en imposant sa propre perspective révolutionnaire, mène à la constitution de blocs impérialistes et au déclenchement d'une 3e Guerre mondiale. Selon les thèses sur la situation historique (*note a*) *que nous avons adoptées lors de notre conférence de 2013*, « depuis 1989, seule l'Allemagne émerge comme puissance impérialiste en capacité de s'imposer comme une tête de bloc impérialiste à venir ». *Il pouvait apparaître que l'intervention militaire russe brutale et massive en Syrie démentait notre thèse en remettant la Russie au centre du jeu impérialiste mondial. Au cours de la discussion, le camarade a affirmé se sentir plus en accord avec les prises de position de la Tendance Communiste Internationaliste. De manière générale et pour résumer, la TCI ne reprend pas notre vision d'un "cours historique" et donc, entre autres, ni ses implications au niveau de l'évolution des rivalités impérialistes telle que nous pouvons la comprendre. Pour systématiser notre discussion, nous avons donc pris les articles de la TCI, en particulier* La Turquie abat un avion de chasse russe (*b*) *et* La dernière manoeuvre de Poutine en Syrie (*c*)*, comme axe de notre débat interne. À l'heure où nous écrivons, celui-ci est encore en cours.*

Nous poursuivons ainsi la discussion et la problématique liées à la méthode d'analyse des situations et aux possibles "prévisions", c'est-à-dire à la définition de la marche et du cours des événements, que nous avons déjà traitées dans le numéro précédent de cette revue (d). De fait, notre débat interne, qu'il aborde l'analyse de la lutte des classes ou celle des rivalités impérialistes, dépasse largement le cadre de notre groupe et traverse le camp prolétarien. Il s'articule pour l'essentiel autour des deux approches et méthodes défendues et mises en pratique par deux des principaux courants historiques de la Gauche communiste des années 1970 et 1980 représentés alors par le BIPR (aujourd'hui la TCI) et le CCI de cette époque. Si nous pouvions participer à ce que ces débats soient assumés consciemment, fraternellement et sans "esprit de boutique" par l'ensemble du camp prolétarien, nous aurions accompli une des tâches que notre groupe s'était fixé en se constituant.

Le GIGC, janvier 2016

a. http://igcl.org/Theses-sur-la-situation-historique (*Révolution ou Guerre* #1).
b. http://www.leftcom.org/fr/articles/2015-12-01/la-turquie-abat-un-avion-de-chasse-russe
c. http://www.leftcom.org/fr/articles/2015-11-10/la-dernière-manœuvre-de-poutine-en-syrie
d. cf. *Prenons-nous nos désirs pour la réalité ?* – on peut lire aussi dans le même numéro *Sur les prévisions et la question du cours historique* (http://igcl.org/Sur-les-previsions-et-la-question (*Révolution ou Guerre* #4).

Vers *« une nouvelle guerre froide »* entre les États-Unis et la Russie ?

Les articles de la TCI présentent très clairement et sans ambiguïté une position de classe non seulement en dénonçant les camps impérialistes en présence mais aussi en défendant l'alternative historique guerre ou révolution. Ce dernier élément est indispensable à une prise de position véritablement internationaliste qui, en terme de classe, se différencie et s'oppose aux mouvements et organisations pacifistes de la gauche bourgeoise. L'évolution immédiate des affrontements en Syrie et au Moyen-Orient et, plus particulièrement, les motivations impérialistes de la Turquie et de la Russie qui les voient s'affronter directement, sont décrites avec justesse. La discussion et les critiques que nous pouvons porter à ces prises de position sont donc d'ordre secondaire et s'adressent à des camarades de combat qui se trouvent du même côté de la barricade de classe face aux guerres impérialistes en général et particulièrement face à celle qui se déroule actuellement en Syrie. Débattre pour savoir qui de la Russie ou de l'Allemagne – pour présenter grossièrement l'enjeu de notre débat – représente à terme le probable principal rival impérialiste des États-Unis peut sembler sans importance pour la lutte des classes et l'intervention des révolutionnaires fidèles au principe de l'internationalisme. Pour notre part, nous pensons au contraire que les conclusions d'un tel débat en permettant la reconnaissance des termes, des enjeux et des différents moments des offensives et des batailles que la bourgeoisie va imposer au prolétariat international, sont nécessaires au développement d'une intervention communiste efficace.

Au-delà du conflit actuel en Syrie, l'article *La dernière manoeuvre de Poutine en Syrie* (daté du 5 octobre) tend à dégager parmi les multiples intérêts antagoniques une ligne principale de fracture impérialiste opposant les États-Unis et la Russie[10] :

« Contre sa volonté, le dictateur syrien s'est trouvé au milieu d'un conflit impérialiste impliquant les forces les plus puissantes au niveau international. Pour l'impérialisme américain, mis en arrière-plan par l'Europe [la traduction en français fait un contresens politique : "backed by Europe"

10 . Cela nous a été clairement confirmé depuis la rédaction de cet article. La TCI a rendu compte de l'Assemblée générale de son groupe en Italie, le PCint, *Vie du Parti* (http://www.leftcom.org/it/articles/2016-01-16/vita-di-partito) dans lequel elle prend une position beaucoup plus précise : *« En ce qui concerne la crise, la soi-disant reprise et la guerre, a été souligné comment la guerre en cours est, dans les faits, une petite guerre mondiale menée en apparence contre l'ISIS [l'État Islamique] mais qui en fait voit les brigands impérialistes se ranger les uns contre les autres* ***dans une dynamique qui voit s'esquisser ce qui, dans un avenir plus ou moins proche, pourrait devenir deux pôles impérialistes opposés****, d'un côté la Chine, la Russie, l'Iran et de l'autre les États-Unis, les Émirats Arabes, le Japon et une partie de l'Europe (qui est aussi dépendante en énergie de la Russie) »* (traduit par nos soins, nous soulignons).

c'est-à-dire "soutenu par l'Europe], *l'élimination du régime de Bachar-el-Assad, comme celui de Kaddhafi, a signifié et signifie éliminer tout obstacle aux manœuvres de sa 6e Flotte dans la Méditerranée. Ce qui veut dire y éliminer tout soutien résiduel à l'impérialisme renaissant de Moscou et forcément reprendre le leadership de l'Ouest de l'Europe, tout en sapant le « monopoly » des sources d'énergie vers l'Europe elle-même. Les théâtres de cette "nouvelle Guerre Froide" sont les pays de l'Europe de l'Est, de l'ex-Yougoslavie à l'Ukraine en passant par la Pologne, la Bulgarie et la Hongrie. Les moyens usuels sont employés : s'appuyer sur l'OTAN et sur son expansion vers l'Est, fomenter des guerres civiles, des révolutions de "couleur" et appliquer des sanctions économiques. La chose importante était de ne pas permettre au vieil ours russe de gronder à nouveau sur la force de ses barils de pétrole et de ses mètres cubes de gaz naturel. »*

Pris en soi, chacun des éléments ou faits relevés, et qui sont réels, peuvent sembler s'inscrire dans une dynamique de contrastes impérialistes s'organisant centralement autour d'un axe Russie-États-Unis, ces derniers *« soutenus par l'Europe »*. Mais de notre point de vue, il y a aussi de nombreux éléments que l'article ne prend pas en compte et qui, considérés eux-aussi en soi, peuvent indiquer une autre dynamique de polarisation impérialiste[11]:

- l'incapacité militaire à réellement permettre au pouvoir d'Assad de reprendre du terrain aux différentes forces rebelles en Syrie a assez rapidement révélé les limites de l'impérialisme russe ;

- écartée des négociations de Vienne sur la Syrie du 23 octobre entre les États-Unis, la Russie, la Turquie et l'Arabie Saoudite, la France – il en allait de même de l'Allemagne – est revenue complètement dans le jeu suite aux attentats de Paris du 13 novembre au point de pouvoir proposer une coalition militaire à la Russie, d'augmenter son intervention militaire en Syrie et d'entraîner les principaux autres pays européens à la soutenir militairement en intervenant à ses côtés dans le cadre de l'Union européenne – et non de l'OTAN ;

- la proposition française de coalition militaire avec la Russie que Poutine soutenait – quelques semaines après le refus définitif français de fournir les bateaux militaires Mistral à celle-ci – a tourné court suite à la destruction de l'avion de chasse russe par la Turquie le 24 novembre, soit deux jours précisément avant la visite du président français Hollande à Moscou. *« Le fait est que toutes les décisions majeures et la plupart des décisions plus secondaires sont prises par l'OTAN sur ordre de Washington »* (*Asia Times*, 5/12/2015). Comment ne pas voir le sabotage des États-Unis de tout rapprochement entre la France et la Russie ?

- l'Allemagne, au prétexte des attentats parisiens, a décidé d'intervenir en Syrie (et au Mali) au côté de la France dans le cadre formel de l'Union Européenne.

Ces éléments d'importance signale qu'une opposition latente entre les américains et les "européens" s'exprime de façon continue. Affirmer à partir de ces seuls éléments qu'elle est l'opposition historiquement déterminante n'aurait pas beaucoup de valeur. Cela reviendrait à rechercher de manière absolue dans chaque événement, dans chaque fait immédiat, la vérification d'une analyse générale en faisant fi du caractère contradictoire de tout processus. Pour autant, la reconnaissance de la ligne principale de fracture impérialiste menant à la guerre généralisée n'en reste pas moins fondamentale pour que le prolétariat révolutionnaire et ses minorités politiques puissent appréhender les moments, les batailles et les enjeux concrets auxquels ils sont **déjà** et vont être confrontés : quel est le degré du danger de guerre du moment ; quels sont les thèmes idéologiques et les offensives politiques mis en place par la bourgeoisie ; le niveau et l'évolution du rapport de forces entre les classes ; et donc quels combats et quelles orientations politiques à mettre en avant...

Reconnaître *« l'axe central »* des antagonismes impérialistes au milieu de l'apparent chaos

La réalité contradictoire, voire même en apparence "chaotique", du processus guidant les rivalités impérialistes et menant à l'affirmation d'un axe central d'opposition et à la guerre généralisée, n'est pas un problème nouveau pour le mouvement ouvrier :

« Ces événements, qui se succédèrent coup sur coup, créèrent de nouveaux antagonismes en dehors de l'Europe : entre l'Italie et la France en Afrique du Nord, entre la France et l'Angleterre en Égypte, entre l'Angleterre et la Russie en Asie centrale, entre la Russie et le Japon en Asie orientale, entre le Japon et l'Angleterre en Chine, entre les États-Unis et le Japon dans l'océan Pacifique - ***une mer mouvante, un flux et reflux d'oppositions aiguës et d'alliances passagères, de tensions et de détentes****, au milieu de laquelle une guerre partielle menaçait d'éclater à intervalle régulier entre les puissances européennes, mais, chaque fois, était différée à nouveau. Dès lors, il était clair pour tout le monde :*

***1°** Que cette guerre de tous les États capitalistes les uns contre les autres sur le dos des peuples d'Asie et d'Afrique, guerre qui restait étouffée mais qui couvait sourdement, devait conduire tôt ou tard à un règlement de comptes général, que le vent semé en Afrique et en Asie devait un jour s'abattre en retour sur l'Europe sous la forme d'une terrible tempête, d'autant plus que ce qui se passait en Asie et en Afrique avait comme contrecoup une intensification de la course aux armements en Europe.*

2° Que la guerre mondiale éclaterait enfin aussitôt que les oppositions partielles et changeantes entre les États impérialistes trouveraient un axe central, une opposition forte et prépondérante autour de laquelle ils puissent se condenser temporairement*. Cette situation se produisit lorsque l'impérialisme allemand fit son apparition.»* (Rosa Luxemburg, Brochure de Junius ; ch. 3, 1915, souligné par nous).

Il n'y a rien de nouveau à ce que, avant que les conditions historiques ne permettent l'affirmation claire de "l'axe central", nous assistions à une sorte de "chacun pour soi et tous contre tous" – le CCI y voit le chaos propre à la Décomposition. Comme marxistes, nous devons y voir un moment du processus menant à un nouvel ordre impérialiste mondial jusqu'à l'affirmation définitive de "l'axe central"

11 . Nous laissons de côté ici les intérêts et le jeu des impérialismes locaux, Arabie Saoudite, Qatar, Iran, etc., qui, au fur et à mesure que les grandes puissances interviennent directement au plan militaire et s'affrontent au plan diplomatique, et aussi à coup de manœuvres et de coups tordus des services secrets, sont obligés de se ranger derrière celles-ci.

organisé en blocs impérialistes pour la guerre généralisée. Il importe donc de prendre de la distance avec l'immédiat – sans le négliger – et d'essayer de reconnaître les lignes de force qui vont finir par s'affirmer – sauf si le prolétariat ne change directement les données du problème historique.

Une des difficultés pour comprendre la dynamique impérialiste actuelle est aussi due au fait qu'il n'y a pas aujourd'hui de blocs impérialistes constitués comme avant 1989. **Or le schéma de la guerre froide est mort**. L'existence inédite de blocs impérialistes strictement définis de 1945 à 1989 et sans guerre ouverte ne se reproduira pas. La question de la polarisation impérialiste et de la constitution de blocs impérialistes ne se pose plus comme après la 2e Guerre mondiale… mais plutôt comme avant quand *« les deux camps adverses ne se groupèrent définitivement que peu de semaines avant le début de la guerre »* (Fritz Sternberg, le conflit du siècle). Exemple illustre, le pacte germano-russe fut signé quelques jours à peine avant le déclenchement de la 2e Guerre mondiale alors que *« dans ces conditions, rien ne semblait plus naturel qu'une alliance militaire entre les puissances occidentales et l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie »* (idem). Cette alliance "contre nature" qui dura presque 2 ans et en pleine guerre ne réussit pourtant pas à empêcher que la tendance historique, de fond, "naturelle", finisse pas s'imposer malgré tout en jetant les deux impérialismes l'un contre l'autre en juin 1941.

La dynamique d'affirmation impérialiste de l'Allemagne

L'histoire du capitalisme nous enseigne qu'à l'époque impérialiste, l'antagonisme principal qui détermine en dernière instance l'évolution des rivalités et guerres est celui, historique, opposant la puissance impérialiste dominante du moment, hier les puissances coloniales britannique et française, aujourd'hui américaine, et celles arrivées plus tard sur le marché mondial et sur la scène impérialiste. Parmi celles-ci, l'Allemagne, de par l'énergie et le dynamisme du capital national, est la seule qui, par deux fois, a pu sérieusement envisager de remettre en cause l'ordre impérialiste prévalant et le menacer directement. Mais à chaque fois elle fut défaite. Toujours frustrée, engoncée, emprisonnée, réprimée, n'ayant jamais vraiment pu donner et exprimer toute sa puissance historique, sinon dans les guerres mondiales, l'Allemagne a été reléguée au rang d'une puissance de second ordre après sa destruction totale et systématique par l'aviation anglo-américaine de 1945 et pendant les 40 ans durant lesquels elle resta divisée. Dès l'implosion du bloc de l'Est et la réunification allemande, celle-ci n'a cessé, sur tous les plans, économiques et impérialistes, de revenir au premier plan comme acteur premier sur la scène mondiale. Ce sont donc des raisons historiques fondamentales et la dynamique de ces 25 dernières années qui nous poussent à penser que ce pays est appelé à être à terme – peu importe la conscience qu'en a aujourd'hui la classe dominante allemande elle-même – le principal rival impérialiste des États-Unis. Comme tout processus, celui-ci n'est pas inéluctable. Voilà pourquoi il importe de suivre l'évolution des rivalités impérialistes et de prendre en compte les faits qui s'opposent à lui. Il n'en reste pas moins qu'à ce jour, nous ne voyons aucun élément d'importance historique – comme le fut par exemple 1989 – qui remettrait en cause la tendance actuelle à l'affirmation de l'Allemagne impérialiste. Et encore moins être contestée par l'histoire et la dynamique particulière de la Russie de ces 25 dernières années – même si Poutine peut bien aspirer, et rêver, d'un retour à la puissance impérialiste passée de l'URSS.

Cette vision générale permet de comprendre que le véritable enjeu de l'opposition américano-russe – qui est réelle – en Syrie comme en Europe de l'Est, correctement décrit et dénoncé par la TCI, est précisément pour les américains d'empêcher tout rapprochement entre la Russie et l'Europe, l'Allemagne et la France au premier chef. Ce fut un demi-succès en Ukraine : l'accord de cessez-le-feu a été négocié entre ces derniers pays et en l'absence des États-Unis mis sur la touche. Par contre ces derniers avaient réussi à imposer des sanctions économiques contre la Russie qui non seulement handicapent encore celle-ci mais aussi, à un degré moindre, l'Europe. Au point même d'avoir enfoncé un coin important entre la Russie et la France à partir de la non-livraison des navires militaires "mistral". C'est avec le même souci que les américains ont "autorisé" – à un degré ou un autre – la destruction de l'avion de chasse russe par la Turquie… membre de l'OTAN et deux jours avant la visite du président français Hollande à Moscou. Ainsi la coalition militaire en Syrie proposée par la France et acceptée par la Russie devenait impossible.

Mais globalement et depuis la fin de l'URSS, et malgré les efforts américains, la tendance à un renforcement des liens économiques et au rapprochement impérialiste entre l'Allemagne (et derrière elle de la France, de l'Italie, etc. c'est-à-dire des principales puissances européennes continentales) et la Russie n'a cessé de se confirmer.

D'un point de vue historique, la décision d'intervention militaire de l'Allemagne au côté de la France suite aux attentats parisiens de novembre[12], marque un pas de plus dans l'affirmation impérialiste de l'Allemagne sur la scène mondiale. Quoiqu'on puisse penser de l'ampleur plus ou moins modeste de son intervention militaire dans le présent. En soi, de manière immédiate, cela ne va rien changer, ou si peu, dans le rapport de force militaire et impérialiste en Syrie. Une des difficultés de la bourgeoisie allemande est, outre sa constitution et son idéologie nationale "pacifistes" issues de 1945, l'inadaptation relative de ses forces armées. D'une part, elle ne dispose pas de l'arme nucléaire – mais gageons qu'elle s'en dotera très rapidement et très facilement le jour venu – et, d'autre part, son armée reste encore en grande partie adaptée à la situation d'avant 1989, c'est-à-dire à l'OTAN de l'époque. Si l'intervention militaire extérieure en Afghanistan dans le cadre de l'OTAN avait représenté une rupture, la fin "d'un tabou", par rapport à la Constitution allemande, l'intervention dans le cadre de l'UE au côté de la France représente une autre rupture significative du point de vue du cadre de l'intervention, hors OTAN, c'est-à-dire du point de vue politique et stratégique. *« Nous allons devoir dégager beaucoup plus de moyens pour des initiatives de défense européenne communes (…). Notre but doit être une armée européenne commune »* (Wolfgang Schaüble, le ministre des finances allemand, *Bild* le 27/12/2015 cité par *La Tribune*).

12 . Les attentats de janvier et de novembre à Paris ont été le prétexte idéal et cette décision allemande est une autre démonstration que nous sommes entrés dans *une nouvelle période* (*RG* #3)… depuis les attentats de *Charlie Hebdo* à Paris en janvier 2015.

Prévoir et envisager le cours des événements

Il ne suffit pas aux groupes communistes de déclamer les principes de classe, l'internationalisme dans ce cas, ni d'affirmer que l'alternative historique est révolution ou guerre ou encore que le prolétariat doive reprendre le chemin de la lutte. Encore faut-il qu'ils essaient de se situer à l'avant-garde du combat de classe en avançant des orientations et des mots d'ordre concrets et qu'ils combattent pour gagner la direction politique **effective** de leur classe. La capacité à anticiper les événements pour pouvoir indiquer les combats à mener et les lignes d'affrontement entre les classes est essentielle pour l'organe de direction politique qu'est le parti et que doivent déjà chercher à être les groupes communistes. Et elle ne se limite pas au seul domaine des luttes ouvrières. *« L'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines. Seules ces révélations peuvent former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses. (…) La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate; car, pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique.»* (*Que faire ?*, Lénine).

Certes il est juste, en soi, en général, par principe, **et indispensable**, d'affirmer qu' *« un capitalisme décadent ne peut produire que des crises, du chômage, la paupérisation et des guerres avec le prolétariat jouant son rôle habituel de chair à canon* [et qu'] *il n'y a qu'une seule alternative : soit le prolétariat international reprend le chemin oublié de la lutte frontale contre le capitalisme...»* (*La Turquie abat un avion de chasse russe...*). Mais cela est insuffisant et il est maladroit – car cela peut être mal compris[13] – d'affirmer que *« **peu importe** que ces épisodes de guerre soient isolés dans différentes zones stratégiques comme les tâches sur une peau de léopard, ou qu'ils soient plus généralisés. »* (nous soulignons). Or, il **importe** de savoir le lieu et l'extension de ces conflits. Selon qu'ils aient lieu en Afghanistan, en Syrie, ou en Ukraine, pour ne citer que les conflits en cours, ils n'ont pas la même signification et ne présentent pas les mêmes enjeux pour le prolétariat international. Alors quand la guerre touche directement le prolétariat des pays centraux, sous la forme des attentats et des menaces terroristes dans les grandes métropoles d'Europe, il importe d'en relever la signification particulière et la nouvelle situation qu'ils révèlent. Dans le cas contraire, la défense des principes, l'internationalisme prolétarien, se révèle insuffisant, car atemporel, valable en tout temps et tout lieu abstraitement sans tenir compte des termes et enjeux concrets que chaque guerre impérialiste pose plus ou moins directement au prolétariat.

De même, ne pas distinguer clairement, ou pour le moins sous-estimer, la différence "qualitative" entre les guerres impérialistes actuelles "locales" et la guerre mondiale généralisée ne permet pas de préciser en termes concrets et actualisés comment la question de la guerre impérialiste se pose **aujourd'hui** à la classe ouvrière. Entre une vision d'une dynamique dominante de guerres impérialistes "locales" s'additionnant de façon continue jusqu'à la guerre généralisée – ce que peut laisser entendre un des articles de la TCI[14] – et celle d'une dynamique dominante de confrontations massives entre les classes qui vont décider de ce saut vers un cours à la guerre généralisée – ce que nous défendons –, les enjeux et batailles à "prévoir" entre les classes ne sont pas exactement les mêmes, ni les orientations politiques concrètes à mettre en avant.

La guerre impérialiste devient facteur direct de conscience de classe

La situation historique – la crise, les guerres et rivalités impérialistes, la situation du prolétariat pour ne citer que ses principaux facteurs – a changé en 2015 et ne présente plus les mêmes enjeux. La "nouvelle période qui s'ouvre" apporte un élément concret très important pour la lutte des classes : sous une forme ou sous une autre, **la question de la guerre impérialiste se pose directement au prolétariat international et, à ce titre, devient un facteur direct de conscience**. Au même titre que la crise économique. Jusqu'à présent les sacrifices économiques dus aux développement des dépenses d'armement et des guerres restaient encore peu directement perceptibles ou identifiables pour l'ensemble de la classe ouvrière mondiale – à l'exception des fractions du prolétariat des pays de la périphérie du capitalisme directement frappées. Par les menaces d'attentats aveugles, par la répression, par l'aggravation des conditions de travail, par la justification des attaques économiques et politiques, par les appels à l'union nationale – souvenons-nous des réactions "indignés" des politiciens bourgeois face aux grèves, pourtant timides, en Belgique du 23 novembre[15] – la guerre impérialiste devient aussi une question concrète et immédiate qui interpelle directement le prolétariat dans ses grandes masses et dans ses bastions historiques des centres capitalistes.

Affirmer que la guerre devient un facteur de conscience au même titre que la crise a non seulement des implications pour l'intervention des groupes communistes mais a aussi pour conséquence de nouvelles lignes d'affrontement et d'enjeux idéologiques et politiques entre les classes. Avec la guerre au Moyen-Orient et l'intervention directe de toutes les grandes puissances, les attentats contre la France et l'avion de ligne russe, les appels à la guerre contre le terrorisme et à l'union nationale, les mesures de répression généralisées partout mises en place, nous sommes bien rentrés dans *une nouvelle période de confrontations directes entre les classes* que la bourgeoisie est contrainte, crise et rivalités impérialistes obligent, d'imposer au prolétariat international.

RL, décembre 2015.

13 . Très certainement, ce passage voulait souligner que toutes les guerres étaient impérialistes et le prolétariat n'avait pas à y participer.

14 . *«À ceux qui aiment être alarmistes et craignent une 3e Guerre Mondiale, nous pouvons dire qu'une "petite guerre" a déjà lieu »* (La Turquie abat un avion de chasse russe).

15 . Voir p. 3 ou http://igcl.org/Face-au-terrorisme-et-a-la-guerre

Assemblée générale du PCint-*Battaglia comunista* : Vers une plus grande unité et centralisation internationale de la TCI

Nous reproduisons ci-après l'article en italien, Vita di Partito *– que nous avons traduit – de* Battaglia Comunista *(n°1 de janvier 2016) qui présente l'assemblée générale du Partito Comunista Internazionalista (groupe italien de la Tendance Communiste Internationaliste) qui vient de se tenir. Nous le faisons suivre d'une courte prise de position de notre part.*

Vie du Parti (*Battaglia Comunista*).

Début décembre, s'est tenue l'Assemblée Générale des militants du PCInt. De nombreux sujets de discussion ont été abordés durant les deux jours.

Le premier jour a été dédié essentiellement aux questions technico-organisationnelles. L'organisation d'un groupe de traducteurs de différentes langues à l'italien et le rapport de nos délégués au bureau central de la Tendance Communiste Internationaliste ont renvoyé l'image d'une organisation internationale qui se consolide au sein d'un processus de maturation et de confrontation avec les éléments qui depuis peu sont en train de se rapprocher (cf. les camarades internationalistes de Grèce) et d'un nombre croissant d'articles et de textes de haute qualité qui proviennent des différentes sections nationales et qui méritent d'être traduits que ce soit pour circuler en interne, sur le site, ou dans la presse périodique.

Par contre et malheureusement, nous avons dû constater les difficultés économiques croissantes que rencontre notre presse, en particulier *Battaglia Comunista*, qui devra être réorganisée pour faire face aux nouvelles exigences de la propagande dans une époque dominée par les nouveaux moyens de communication et une nouvelle approche, surtout pour les nouvelles générations, à l'égard du papier imprimé.

Une grande attention a été portée au processus de formation politique, en particulier des nouveaux jeunes camarades qui se rapprochent de nous et qui ont besoin de positions de base sérieuses. Pour cela, a été décidé que la référence fondamentale de la formation politique pour 2016, qui se tiendra avec des réunions bi-hebdomadaires, sera le livre *Contro venti e maree"*[*Contre vents et marées*] édité pour les 70 ans de vie du parti.

"Settantanni Contro venti e maree" à commander sur le site de la TCI (pages italiennes) : www.leftcom.org

La seconde journée a été dédiée principalement aux questions politiques de la phase actuelle de la crise et à un début de travail sur le thème du "léninisme aujourd'hui".

En ce qui concerne la crise, la soi-disant reprise et la guerre, a été souligné comment la guerre en cours est, dans les faits, une petite guerre mondiale menée en apparence contre l'ISIS [l'État Islamique] mais dans laquelle, en fait, les brigands impérialistes se rangent les uns contre les autres dans une dynamique qui voit s'esquisser ce qui, dans un avenir plus ou moins proche, pourrait devenir deux pôles impérialistes opposés, d'un côté la Chine, la Russie, l'Iran et de l'autre les États-Unis, les Émirats Arabes, le Japon et une partie de l'Europe (qui est aussi dépendante en énergie de la Russie). Les rapports et les dynamiques sont extrêmement complexes. Pourtant la guerre se confirme comme la réponse extrême du capital à ses crises qu'il réussit à dépasser seulement au prix de destructions et de dévaluations massives de capital constant et variable. La reprise elle-même qui semble apparaître aux États-Unis en est une démonstration : on parle d'une augmentation du PIB de 2,5 %, chiffre qui, il y a vingt ans, aurait été risible. Mais surtout à quel prix ? Une baisse intense des salaires, des milliers de faillites, regroupements, fusions ; énorme hausse de la dette publique et privée ; importance croissante du capital spéculatif et financier par rapport à celui investi dans la production. Enfin, cette petite reprise qui va soulager légèrement la crise la plus grave du capitalisme depuis 1929 se fonde sur la dette, les bas salaires, la dévaluation des capitaux et elle préparera de nouvelles politiques attaquant toujours plus lourdement la force de travail au fur et à mesure que les vents de la guerre se renforceront. Dans ce contexte, le travail d'une petite minorité révolutionnaire comme la nôtre est et reste vital : maintenir vivant le programme et la perspective de l'alternative socialiste à ce mode de production pris dans la spirale d'une crise profonde et violente.

Une nouvelle année de militantisme internationaliste s'ouvre. Chacun d'entre nous est appelé à accomplir sa tâche pour l'idéal commun.

Battaglia Comunista, 16 Janvier 2016

Salut fraternel et soutien politique au PCint et à la TCI

Pour tout groupe politique défendant la nécessité des organisations politiques du prolétariat et luttant pour la constitution de ses avant-gardes politique en parti, la tenue de congrès, de conférences ou de réunions générales des autres groupes communistes sont des moments importants sur lesquels ils doivent réfléchir et se prononcer. Le bilan que *Battaglia Comunista* (*BC*) nous présente de son assemblée générale de décembre est assez

rapide. Apparemment, cette réunion semble avoir été aussi l'occasion de développer de manière plus précise des analyses et des orientations politiques pour la période présente

Un renforcement de l'unité et de la centralisation internationale

Toujours est-il qu'à la lecture du bilan présenté, nous pouvons saluer le pas en avant dans l'unité et la centralisation internationale de la TCI que cette réunion a pu effectuer. Nous y attachons d'autant plus d'importance que, comme nos sympathisants et lecteurs habituels le savent, nous avons une divergence importante avec la TCI sur la méthode de formation des groupes au niveau international et, *in fine*, du parti international. Fidèles aux enseignements et à la tradition de l'Internationale communiste et de la "Gauche italienne", nous nous accordons pour défendre la nécessité de la centralisation internationale du parti autour d'un programme unique. Par contre, nous différons quant au chemin pour y parvenir. À grands traits, la TCI estime – nous espérons ne pas trahir la pensée des camarades – que le processus menant au futur parti doit se définir à partir d'expériences organisationnelles "nationales" ayant développé une certaine expérience et enracinement dans la classe ouvrière. Pour elle, il faut éviter toute centralisation internationale artificielle et prématurée au risque de bloquer le processus de développement et de croissance de chaque groupe local. Pour notre part, nous reprenons la position développée par le courant bordiguiste (PCInt-Programme communiste) et celui du CCI "historique" qui, tous deux, défendent que tout groupe communiste doit se constituer d'emblée comme un groupe international, au niveau international, quelle que soit sa réalité immédiate aussi limitée et locale soit-elle. La construction de l'organisation emprunte alors un chemin quelque peu différent en particulier au niveau de la centralisation de chaque groupe. Si les deuxièmes essaient d'adopter d'emblée un mode de fonctionnement international centralisé sur la base d'un programme unique valable pour toutes les "sections" ou noyaux territoriaux, la TCI adopte une moindre centralisation dans le fonctionnement en laissant une plus grande autonomie aux groupes "nationaux" et une plus grande latitude quant à leurs positions et expériences politiques.

Donc, de notre point de vue, chaque pas en avant, comme lors de cette réunion, que la TCI accomplit vers une plus grande centralisation et unité internationale – y compris si elle ne les considère pas dans les mêmes termes que nous – est à saluer et à encourager.

Nous avons relevé aussi les difficultés économiques du journal *Battaglia Comunista* du fait des nouvelles techniques accompagnant le développement d'Internet. Pour nous, au-delà de la baisse de lecteurs "payants" et des changements d'habitude des jeunes générations, ces difficultés sont aussi et surtout le produit de l'utilisation idéologique bourgeoise des nouvelles technologies pour renforcer comme jamais à la fois la mainmise étatique sur les secteurs de la société et le culte mystificateur de l'individualisme[16].

Enfin, nous appuyons la décision de faire du livre *Contro venti e maree* (*Contre vents et marées*) une référence pour les sympathisants et jeunes militants de *BC*. Ce livre, malheureusement seulement en italien à ce jour, regroupe l'essentiel des textes et résolutions du PCInt tout au long de son histoire depuis 1943. En ce sens, il constitue le "corpus théorique et politique" du courant dit "daméniste" et devrait servir comme une des principales références, pas seulement pour les sympathisants et militants de la TCI, mais pour l'ensemble du camp prolétarien, des organisations et militants qui le constituent. Nous invitons tous les camarades et lecteurs qui peuvent lire l'italien à se le procurer et à en prendre connaissance. Il s'agit d'une véritable arme pour le combat de classe.

L'analyse de la situation par la TCI et nos débats internes

Les analyses sur la situation que les camarades nous présentent nous intéressent à double titre. D'abord en soi car elles tracent des orientations politiques qui répondent aux questionnement auxquels tout ouvrier "conscient", et *a fortiori* toute organisation révolutionnaire, se trouve confronté. Mais aussi pour notre groupe dans la mesure où nous sommes en plein débat contradictoire quant à l'analyse de l'évolution des rivalités impérialistes et sur la validité du concept de cours historique. Nous renvoyons nos lecteurs à l'article dans ce numéro sur les rivalités impérialistes qui défend une position différente que nous pouvons résumer comme relevant de la méthode de compréhension du CCI historique alors que d'autres camarades en notre sein défendent l'analyse avancée par la TCI.

Il n'en reste pas moins que nous sommes homogènes pour partager la dénonciation de la guerre impérialiste comme *« réponse extrême du capital à ses crises »*, le lien que *BC* fait entre l'aggravation terrible de l'impasse économique et les guerres actuelles, et la dénonciation de la pseudo-reprise économique américaine.

Pour nous les positions politiques de la TCI, que nous les partagions ou non, sont une référence constante qui anime nos discussions et notre processus de clarification politique. Il devrait en être de même pour tout groupe ou militants du camp prolétarien et, même du milieu révolutionnaire. En tout cas, voilà une raison de plus pour attirer l'attention de nos sympathisants et lecteurs sur le sens politique de cette AG du PCInt et sur ses positions politiques.

Le GIGC, janvier 2016

16 . Nous renvoyons le lecteur à *Démocratie bourgeoise, Internet et la soi-disant égalité des individus* dans *Révolution ou Guerre* #3.

Correspondance

Débat avec le groupe russe PostCap Collective et critique d'*Origine et fonction de la forme parti* (1961) de la revue *Invariance*

Le groupe de Russie PostCap Collective a pris contact avec nous à l'automne 2014. Se revendiquant des théories de la revue Invariance, nous avons échangé plusieurs mails et lettres en essayant, pour notre part, d'ouvrir un cycle de discussion avec ces camarades. Nous publions ci-après les principales correspondances. Suite à notre dernière lettre, PostCap Collective nous a répondu un long texte de 10 pages pour réfuter notre vision générale sur la "classe ouvrière, comme classe révolutionnaire" et "l'unité des dimensions économiques et politiques de la lutte des classes" tout comme notre notion de "décadence du capitalisme" appréhendée seulement sous l'angle économique. Cette réponse se base pour l'essentiel sur des citations de textes classiques de Marx et de Bordiga des années 1960 accompagnées de commentaires. Non seulement la longueur de la réponse mais aussi son contenu ne nous permettent pas, selon nous, d'ouvrir un débat public qui puisse éclairer le lecteur et les sympathisants de la Gauche communiste. Évidemment tout lecteur peut nous demander leur texte et nous lui enverrons. Voilà où nous en sommes avec ces camarades un an plus tard. Précisons que, pour notre part, nous ne fermons pas la porte à toute reprise de notre confrontation politique dans la mesure de nos possibilités et de nos priorités.

Il n'en reste pas moins que notre texte – la lettre que nous avons envoyée – contre un "bordiguisme" de type moderniste et académique – les principaux groupes issus du PCint-Programme Communiste ne se reconnaissent pas dans cette caricature de "bordiguisme" – nous permet de présenter notre position critique sur celui-ci. Elle vient compléter notre critique de "son opposé", le conseillisme, et préciser notre compréhension et notre position sur la question de la conscience de classe et du parti.

Le GIGC, janvier 2016.

Avertissement : nous ne sommes pas sûrs que nous ayons toujours compris au mieux l'anglais des camarades. En conséquence, il est possible que leurs écrits ne correspondent pas exactement à ce qu'ils veulent dire d'une part et d'autre part que nos traductions en français et espagnol ne reflètent pas exactement leur position.

Échanges de mails avec PostCap Collective (Russie)

De PostCap Collective :

Bonjour. Nous allons essayer d'expliquer quelques aspects principaux de nos positions. Nous préférons nous appeler communistes. Nous pourrions nous appeler marxistes mais nous essayons de ne pas le faire car nous restons (en accord avec la compréhension matérialiste de l'histoire) contre tout culte de l'individu et contre toute tentative d'essayer de donner à une personne un rôle central dans le processus historique. D'une certaine manière, nous sommes les successeurs de la Gauche communiste italienne. Nous apprécions les travaux de Bordiga.

Sur la question du parti, son rôle, etc. sont en général les mêmes que celles de Bordiga (même si sur certains aspects, notre vision peut être différente). Nous sommes un petit groupe actuellement et, bien sûr, nous ne nous ne sommes pas le "Parti" car le Parti (formel) naîtra du processus objectif d'auto-organisation de la classe ouvrière en lutte. Aujourd'hui, notre rôle ne peut qu'être modeste.

Le parti sera une structure non démocratique et le processus de décision ne sera pas réalisé au moyen d'élections mais au moyen de la méthode scientifique. Donc, nous opposons l'unité organique, ou le centralisme organique, à la démocratie. Pour ce qui est des éléments en-dehors du Parti, ils disparaîtront comme appartenant au passé tout comme le capital, la propriété privée, l'État, etc. Nous reprenons la compréhension de Marx de la soumission historique formelle et réelle du travail au capital. Donc nous ne partageons pas la théorie sur la décadence du capitalisme.

Pour ce qui est syndicats, la question est complexe. Bien sûr, nous ne sommes pas syndicalistes et comprenons complètement toute l'étroitesse [narrowness] et les fautes [faults] des syndicats. Mais, en analysant cette question, nous devons la comprendre dans le contexte des situations particulières. Sous certaines conditions, l'action syndicale peut être un pas en avant même si ce n'est qu'un pas et si nous devons savoir que la bourgeoisie peut utiliser les syndicats pour freiner le mouvement ouvrier. Ici en Russie, la plupart des travailleurs sont en réalité plutôt passifs et nous ne devrions pas dans le moment actuel considérer si négativement tous les syndicats.

Nos positions sont présentées plus en détail dans la rubrique de notre blog "Questions et réponses". Mais c'est uniquement en russe pour le moment. Sur l'activité politique, nous pouvons dire qu'elle est plutôt bloquée en ce moment en Russie et qu'il n'y a pas beaucoup de possibilités de la développer. Cependant, nous avons essayé de faire quelque chose lorsque la situation le permettait et quand c'était opportun. Notre groupe est récent et quelques uns de nos membres ont déjà eu une certaine expérience de la lutte dans le passé. D'une manière ou d'une autre, nous agissons avec une partie des anarchistes (mais bien sûr, nous ne partageons pas leurs positions) et quelques communistes ici en Russie. Pour ce qui est des relations internationales, nous restons en contact avec le groupe de Robin Goodfellow, quelques individus en Ukraine, et quelques autres dans d'autres pays d'Europe.

PostCap Collective, le 26 octobre 2014

Du GIGC : Chers camarades,

Merci pour votre réponse rapide qui nous aide à vous connaître un petit peu. Nous discuterons de votre document et vous enverrons une réponse. Comme peut-être vous le savez déjà, alors que nous nous revendiquons de la "Gauche italienne", et aussi de la plupart des positions et de la lutte de Bordiga, jusqu'aux années 1930 comme les Thèses de Rome (1922) et les Thèses de Lyon (1926), nous nous revendiquons aussi de la fraction italienne en exil en France avec la revue *Bilan* et en partie avec l'expérience des différents groupes qui en sont issus dans les années 1940 comme le PCint (aujourd'hui la TCI) bien sûr et la Gauche Communiste de France (GCF), aujourd'hui le courant lié au CCI (même si nous sommes en complet désaccord avec ses positions opportunistes d'aujourd'hui). Plus particulièrement, nous sommes en désaccord avec les positions spécifiques "bordiguistes" telle que celle selon laquelle parti doit exercer le pouvoir d'État, la terreur rouge, défendre les luttes de libération nationale, et promouvoir l'activité syndicaliste.

Nous avons ainsi déjà plusieurs questions sur lesquelles nous sommes en désaccord et nous espérons que nous serons capable de les confronter avec vous.

Fraternellement,

Le GIGC, le 27 octobre 2014

De PostCap Collective :

Merci. Notre position est proche d'*Origine et fonction de la forme Parti* d'*Invariance*/PCI. Nous ne pouvons pas dire que le parti réel a été restauré en 1943 car les conditions ne le permettaient pas et que le niveau de l'action de classe n'était pas suffisant pour former le parti de classe. Damen, Bordiga et autres communistes, étaient proches de ce que nous appelons le parti historique, c'est-à-dire d'une minorité communiste sans action politique de classe dans une phase de contre-révolution.

Le parti émerge des contradictions du capitalisme, de l'action des prolétaires. Quand la lutte économique s'élève au niveau politique et que les prolétaires unissent le parti [s'unissent dans le parti? NDT], la classe devient classe dans le sens historique. Donc le parti définit une classe.

L'État bourgeois ne peut certainement pas "établir" des rapports communistes et il est un obstacle au mouvement communiste. Il doit donc être détruit avec toutes ses institutions. Pour la compréhension de l'État prolétarien (l'État de la dictature prolétarienne de la période de transition), nous devons comprendre le prolétariat comme classe historique et non pas uniquement dans un sens économique étroit. Ainsi la dictature prolétarienne n'est pas juste l'État des ouvriers mais c'est un État dans lequel les actions prolétariennes sont centralisées comme "une" et organiquement. La forme Parti le permet. Tous les organes du prolétariat qui apparaissent dans la révolution doivent être connectés au Parti, c'est-à-dire au cerveau collectif qui défendra le programme communiste.

Nous ne "rejetons" pas la créativité des prolétaires qui ne sont pas organisés en parti. Au contraire, leurs activités peuvent être l'expression du mouvement communiste réel. Les postes étatiques et administratifs doivent être privés de professionnalisme et la protection contre la bureaucratie sera possible grâce à la révocabilité permanente, la "circulation" entre centre et périphérie. Il est important que l'État prolétarien ne puisse pas être organisé selon des lois permanentes, des constitutions, des droits, etc. La révolution communiste ne proclamera pas de "lois éternelles" comme le firent les révolutions bourgeoises. Donc, nous devons agir contre les conseils ouvriers s'ils agissent contre le communisme et cela doit être fait pour protéger le mouvement communiste.

Cela renvoie aux discussions classiques sur l'autoritarisme. Et nous nous situons exactement du côté de l'autoritarisme. Mais nous préférons dire que la frontière se situe entre les matérialistes communistes qui se trouvent du côté de l'organisation en Parti du prolétariat et les idéalistes visionnaires et démocrates de l'autre côté.

PostCap Collective, le 14 novembre 2014

Notre lettre et prise de position sur les théories de la revue *Invariance*

Chers camarades,

En premier lieu, nous sommes désolés de n'avoir pu vous fournir une lettre plus rapidement suite à nos échanges de mails. Ces derniers ne permettent pas d'établir et de développer les bases d'une véritable discussion des positions politiques. Nous allons essayer dans ce courrier de définir avec vous les termes d'une possible (et selon nous nécessaire) discussion et confrontation politiques entre nos deux groupes en espérant que vous en serez d'accord ; et afin de pouvoir préciser quelles sont nos positions réciproques, les points de désaccord et d'accord, pour que nous puissions les clarifier et les confronter.

1) La question du parti

À la lecture de vos mails, nous constatons que, sur le parti, vos positions *« sont en général les mêmes que celles de Bordiga (même si sur certains aspects, notre vision peut être différente) »*. Dans un autre mail, vous précisez que votre *« position sur le parti est proche de* Origine et fonction de la forme Parti[17] *de la revue* Invariance*/PCI »*. Mais, par ailleurs, plusieurs de vos formulations – que nous prenons avec réserve et prudence dans la mesure où la forme "mail" et, peut-être, la traduction en anglais peuvent rendre difficile, voire incorrecte l'expression exacte de vos positions réelles – nous apparaissent en contradiction avec le texte *Origine et fonction de la forme Parti*. Pour notre part, nous rejetons sa démarche et ses conclusions politiques ; et nous estimons qu'il contredit les positions programmatiques communistes, et tout particulièrement celles de la Fraction de gauche du PC

17 . http://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/origine.html

d'Italie : les Thèses de Rome (1922) et de Lyon (1926), dont il prétend pourtant se revendiquer.

Comme point de départ d'une discussion sur la question du parti, nous allons essayer de relever rapidement les principales erreurs théoriques et politiques du texte "Origine et Fonction" d'*Invariance*. Notons au préalable que ce texte manie et utilise un langage pour le moins abstrait ("philosophique") qui, selon nous, sert surtout à dissimuler les concessions théoriques et politiques pratiques par rapport à la tradition et aux positions communistes, et tout particulièrement à celle de la Gauche dite "italienne", pour ne pas dire leur abandon.

« Le prolétariat a tendance à opposer sa propre Gemeinwesen, c'est-à-dire l'être humain, à celle du capitaliste, l'État oppressif. Pour arriver à réaliser cette opposition réelle, il faut qu'il s'approprie cet être. Il ne peut le faire que s'il s'organise en parti ». Laissons de côté la problématique "philosophique" autour de la Gemeinwesen (la communauté humaine) qui ouvre la porte à des visions politiques que nous cataloguons de "modernistes" et que nous ne pouvons traiter ici. Le prolétariat ne pourrait s'opposer, par la lutte, au capital tant qu'il ne s'organise pas en parti ? Ceci est déjà en contradiction avec votre propre formulation : *« le parti (formel) naîtra du processus objectif d'auto organisation de la classe ouvrière en lutte »*. Votre formulation (que, par ailleurs, nous pourrions critiquer en soi, du moins elle mériterait d'être clarifiée) fait de la constitution du parti le résultat, le produit, du développement, de la lutte de la classe ouvrière alors que *Invariance* en fait un préalable. Précisons que, pour nous, la distinction abstraite parti formel et parti historique d'*Invariance* est un moyen d'esquiver la question du rapport parti-classe et de théoriser cette esquive. Pire même, sa vision l'amène à considérer que la classe n'existe pas tant qu'il n'y a pas de parti et donc que la lutte des classes disparaît : *« La classe n'agit et donc n'existe que lorsqu'elle se constitue en parti »*. Cette vision, outre ses implications politiques clairement opportunistes – elle nie l'existence de la classe hors la constitution du parti – est en opposition aux thèses de Rome qui distinguent très clairement le prolétariat dans son ensemble et la minorité politique communiste d'avant-garde. Pour le PC d'Italie et la Gauche d'alors (et Bordiga donc aussi), la classe ouvrière existe et lutte indépendamment du parti (ce qui ne veut pas dire qu'elle peut se passer du parti pour développer son combat historique) : *« Sous l'influence de situations nouvelles, sous la pression des événements* ***provoquant la classe ouvrière à l'action****, il est* ***possible*** *de sortir d'une pareille situation et de retourner au véritable Parti de classe »* (Thèses de Rome, nous soulignons en gras les passages qui contredisent clairement *Invariance*). Là où *Invariance* exclut tout action de la classe en dehors du parti, le PC d'Italie reconnaît que la classe ouvrière puisse "passer à l'action" indépendamment du parti.

« Le prolétariat s'érige en classe dominante et donc en État ***dont la fonction n'est plus politique mais sociale****: arriver à ce que l'être humain soit la véritable Gemeinwesen de l'homme »* (Origine et fonction de la forme parti). Ici, on affirme que l'État de la dictature du prolétariat, État de la période de transition du capitalisme au communiste, n'a plus de fonction politique ! Or, précisément, sauf à tomber dans des visions "autogestionnaires" et anarchisantes", la fonction première de ce "demi-État" est **d'abord et avant tout politique** : celle-là même d'exercer la dictature de classe jusqu'à la disparition des classes. Voici quelle est la position, que nous partageons, adoptée par le PC d'Italie à son congrès de fondation à Livourne (1921) et rappelée dans les thèses de Rome : « *10. Cette transformation de l'économie et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale aura pour effet,* ***une fois éliminée la division de la société en classe****, d'éliminer aussi peu à peu* ***la nécessité de l'État politique****, dont l'appareil se réduira progressivement à celui de l'administration rationnelle des activités humaines »*. Cette position n'est pas particulière à la "Gauche italienne". Le marxisme a toujours défendu que la dimension politique de l'État ne disparaît qu'une fois la division en classe disparue et non le contraire comme *Invariance* (qui rejoint ici, certes avec un langage "marxiste" et surtout académique, la vision anarchiste sur la priorité du "social" sur le "politique" et contre l'exercice du pouvoir "au moyen" de l'État). *«* ***Les antagonismes des classes une fois disparus*** *dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés,* ***alors le pouvoir public perd son caractère politique*** » (Manifeste communiste, souligné par nous).

« Le parti représente donc cette Gemeinwesen. (...) il est la préfiguration de l'homme et de la société communiste. (...) Le parti permet donc l'organisation de la classe. Ensuite, ***il va être le sujet de la dictature du prolétariat****"* (Origine et fonction…, nous soulignons). Nous en arrivons ici aux conséquences politiques de toute cette vision : à la vision substitutionniste, la classe n'existe plus et n'a aucun rôle historique, seul le parti existe et est le sujet de l'histoire. Le parallèle que nous avons fait avec l'anarchisme (à propos de l'État) n'est que paradoxal. La négation du "parti" est tout aussi abstraite et a-historique (les deux sont liés) que l'affirmation "parti seul sujet" de l'histoire qui est contraire à un des principes (invariant celui-là) du marxisme et du programme communiste : *« l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »*. Le sujet de la dictature du prolétariat **est le prolétariat lui-même** sous la conduite et la direction politique du parti communiste. Voilà, pour notre part, à quelle compréhension de la relation parti-classe nous essayons de nous rattacher :

« C'est en offrant le maximum de continuité dans la défense du programme et dans la vie de la hiérarchie dirigeante (par-delà le remplacement individuel de chefs infidèles ou usés) que le Parti assure également le maximum de travail efficace et utile ***pour gagner le prolétariat à la lutte révolutionnaire****. Il ne s'agit pas seulement* ***d'édifier les masses****, et moins encore* ***d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait****, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra mieux plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles pour des intérêts immédiats au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste. Or c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la*

méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à ***cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution****. »* (thèses de Rome, II-pt.8, nous soulignons).

Loin d'éliminer un des deux termes de la relation parti-classe – les anarchistes et conseillistes éliminent le parti, le "bordiguisme moderniste" élimine la classe – la vision marxiste et la position communiste ont toujours défendu le lien dynamique entre les deux dimensions, le parti n'étant à la fois qu'une partie de la classe et en même temps sa partie la plus avancée, sa partie "dirigeante". Une des questions essentielles qu'il convient, selon nous, de préciser pour la compréhension de ce rapport parti-classe est celle de la question de la conscience de classe : « *il naît une classe (...) d'où surgit la conscience de cette nécessité d'une révolution radicale, conscience qui est la conscience communiste (...). Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste »* (L'idéologie allemande, ch. I- Feuerbach). Dans ce passage, Marx et Engels définissent très clairement que la conscience de classe, la conscience communiste surgit du prolétariat – elle ne provient pas de l'extérieur de la classe en tant que classe historique. Et ensuite, ils expliquent que la condition pour la révolution est "la création en masse" de cette conscience, c'est-à-dire l'extension de cette conscience communiste dans les masses du prolétariat. Ils définissent ainsi deux dimensions fondamentales de la conscience communiste : la conscience de classe (sa profondeur, le programme communiste) et la conscience dans la classe (son étendue ou extension parmi les masses ouvrières). Or c'est bien les organisations politiques communistes, groupes, fractions, parti, qui sont les plus en capacité, pour ne pas dire qu'elles sont pratiquement les seules, à pouvoir porter et exprimer au mieux (même si pas de manière absolue ni unique) cette conscience de classe. Et à ce titre, que leur intervention dans la classe (y compris dans les périodes les plus contre-révolutionnaires, celles-là mêmes où les grandes masses de prolétaires sont les plus soumises à l'idéologie bourgeoise, celles-là mêmes donc où l'étendue de la conscience de classe dans leur rang est la plus réduite) est une nécessité et un devoir comme moment du combat historique entre les classes. Il y a donc un lien étroit entre les deux dimensions "conscience de classe et conscience dans la classe", entre le parti (ou minorités communistes) et la classe qui permet à chacune d'entre elles de s'affirmer et de se renforcer l'une l'autre jusqu'à constituer une unité historique. Voilà pourquoi nous rejetons aussi bien la vision "antiparti et antipolitique" (de type anarchiste et conseilliste) que la vision "substitutionniste qui nie la classe" (de type bordiguiste ou moderniste).

Voilà aussi pourquoi nous défendons comme la TCI et le CCI aujourd'hui sur la base du bilan tiré par la fraction italienne (tout particulièrement dans les années 1930) de l'expérience russe et sur la base du principe marxiste selon lequel *« l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »* que le rôle **dirigeant et fondamental** du parti n'est pas d'exercer le pouvoir d'État, de se substituer à la classe ouvrière comme un tout pour exercer sa dictature de classe, et encore moins de s'identifier à l'État de la période de transition. Voilà pourquoi, à la suite de Lénine de 1917 (*l'État et la révolution*) et du Trotsky de 1924 (*Leçons d'octobre*), nous considérons que le parti doit être au premier rang du combat pour que les conseils ouvriers (soviets), comme organes unitaires de la classe (c'est-à-dire destinés à réunir et organiser l'ensemble de la classe) soient à la fois organes de l'insurrection prolétarienne et du pouvoir de classe de la dictature du prolétariat. Il s'agit là de notre principale divergence avec le courant bordiguiste. Voilà pourquoi nous considérons que cette question est de toute première importance.

2) Le concept de décadence

En deuxième lieu, outre la question du parti, nous relevons que vous rejetez le concept de décadence (ou déclin) historique du capitalisme. Ceci est en cohérence, si l'on peut dire, du moins conséquent, avec votre rattachement proclamé à la vision "bordiguiste" ; c'est-à-dire avec la vision développée à partir des années 1950 et la scission au sein du PCInt entre le courant "bordiguiste" et le courant de "dameniste" (pour cataloguer plus facilement). Au plan théorique, ce rejet du concept de décadence accompagne l'affirmation de "l'invariance du programme" développée par le "bordiguisme" et que nous considérons comme erronée : si nous sommes d'accord qu'il y a des questions de principe invariantes dans le programme, il en est d'autres qui évoluent et changent (par exemple, Marx sur la dictature du prolétariat après la Commune de Paris). Il faut non seulement défendre le programme contre les attaques (révisionnisme et opportunisme) dont il est l'objet mais aussi **le faire vivre** afin aussi de combattre tout dogmatisme. Or, pour nous limiter à cet exemple de changement de période historique du capitalisme, la capacité et le combat des fractions de gauche marxiste du passé (tout spécialement au sein de la 2ème Internationale) pour prendre en compte le phénomène de l'impérialisme devenu dominant (Lénine et Rosa Luxemburg en particulier) a été un moment crucial pour l'opposition à la guerre impérialiste, pour la révolution prolétarienne d'Octobre 17, la destruction de l'État bourgeois et l'exercice de la dictature du prolétariat en Russie, et pour la constitution du parti mondial du prolétariat, à savoir la 3ème Internationale. Un des fondements de celle-ci est justement la reconnaissance que la 1ère Guerre mondiale a constitué l'ouverture d'une nouvelle période historique pour le capitalisme : *« une nouvelle époque est née. Époque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Époque de la révolution communiste du prolétariat »* (Plate-forme de l'International Communiste, 1er congrès, 1919).

3) La question syndicale et la décadence

Ce n'est pas non plus tout à fait un hasard si la vision de l'invariance du programme et le refus "parallèle" de reconnaître le changement de période historique ("ascendance-décadence"), ne permet pas d'adopter une position plus claire sur les syndicats et le syndicalisme aujourd'hui (*« pour ce qui concerne les syndicats, la question est complexe »* dîtes-vous) sur laquelle le courant bordiguiste en général a toujours eu une position très confuse, voire opportuniste. Vous l'exprimez très bien vous-mêmes : *« Sous certaines conditions, l'action syndicale peut être un pas en*

avant même si ce n'est qu'un pas et si nous devons savoir que la bourgeoisie peut utiliser les syndicats pour freiner le mouvement ouvrier ».

Nous ne pouvons développer ici sur les syndicats et encore moins sur l'indispensable intervention (à la mesure de leurs forces et possibilités pratiques) des groupes communistes, demain le parti, et des révolutionnaires dans les luttes ouvrières aussi quotidiennes et immédiates soient-elles. Précisons juste ici rapidement : loin de nous l'idée d'attendre l'apparition de luttes ouvrières "pures", dégagées des syndicats et des forces bourgeoises de "gauche" visant à les saboter, pour développer l'intervention révolutionnaire précisément contre ces sabotages et ces forces.

Revenons à la "décadence du capitalisme" et au syndicat : la période historique ouverte à partir de 1914 et la guerre impérialiste généralisée a des conséquences politique pratiques à la fois pour la vie du capitalisme même (la tendance au capitalisme d'État) et pour les conditions de vie et de lutte du prolétariat (la tendance au totalitarisme d'État et à son contrôle de tous les domaines de la vie "sociale", tout particulièrement des organisations "de masse" et conditions de lutte "permanente" du prolétariat). Il est difficile d'asseoir une compréhension et une position "programmatique" (et non pas tactique) claire sur le syndicat aujourd'hui sans reconnaissance du changement historique opéré dans la vie du capitalisme au début du 20ème siècle.

4) La question parlementaire et la décadence

La question syndicale – telle qu'elle est posée avec la participation des syndicats à la guerre impérialiste et leur trahison de l'internationalisme – ne pouvait être résolue théoriquement et politiquement dès la fin de la guerre. Les compréhensions et les approches "méthodologiques" des premiers "anti-syndicalistes" marxistes, comme dans le KAPD par exemple, tombent vite dans des visions apolitiques et antiparti. Par contre, la question parlementaire et électorale (parmi d'autres questions) pouvait être plus facilement résolue à condition, précisément, d'intégrer l'importance historique du changement de période du capitalisme. Nous avons rappelé comment l'IC avait pris en compte l'ouverture de la nouvelle période. Il en va de même pour le PC d'Italie (et Bordiga) dans son combat sur la question parlementaire et électorale :

« La participation aux élections pour les organismes représentatifs de la démocratie bourgeoise et l'activité parlementaire, bien que présentant en tout temps des dangers incessants de déviation, pouvaient être utilisées pour la propagande et la formation du mouvement, ***dans la période où ne se dessinait pas encore la possibilité de renverser la bourgeoisie*** *et où par conséquent la tâche du parti se limitait à la critique et à l'opposition.* ***Dans la période actuelle ouverte par la fin de la guerre mondiale,*** *avec les premières révolutions communistes et la création de la 3ème Internationale, les communistes posent comme objectif direct de l'action politique du prolétariat de tous les pays la conquête révolutionnaire du pouvoir (...). »* (Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien, mai 1920, nous soulignons en gras).

Pour nous, la reconnaissance d'un changement historique entre deux périodes qui détermine de nouvelles conditions de vie et de lutte pour le prolétariat permet de se positionner clairement sur les positions politiques et principielles de classe d'aujourd'hui. Ensuite, et seulement ensuite, la compréhension théorique du changement de période et la reconnaissance du concept de "décadence ou déclin du capitalisme" (l'impérialisme stade suprême du capitalisme, selon Lénine), permettent de donner la cohérence théorique et politique à des positions de principe (de classe) tel les syndicats bien sûr, mais aussi les élections et le parlementarisme, les luttes de libération nationale, etc. Ces questions ne sont plus des questions tactiques mais bel et bien des questions de principe (et programmatique) qui définissent et situent le camp politique prolétarien par rapport aux forces politiques contre-révolutionnaires appartenant, historiquement et politiquement au camp bourgeois, tels les courants stalinien, trotskiste et anarchiste.

Voilà, chers camarades, ce que nous voulions vous proposer comme questions à débattre avec vous. Bien évidemment, il s'agit surtout dans cette lettre de poser et de proposer les termes et les questions à débattre. Nos références à des citations doivent comprise comme des incitations à la réflexion et à la confrontation de nos positions et non comme des dogmes absolus sachant que la définition de ces positions (ici les thèses de Rome) est elle-même historique, un moment du combat entre les classes, au niveau programmatique et politique.

Fraternellement, Le GIGC, 20 décembre 2014

Réunions et rencontres avec le GIGC

Nous tenons des permanences régulières à Montréal et dans la région de Toronto pour tout lecteur, sympathisant ou militants désireux de nous rencontrer et de débattre avec nous. Elles sont annoncées sur notre site web www.igcl.org. Les camarades peuvent aussi nous écrire à notre boite mail, intleftcom@gmail.com, pour toute rencontre. A ce jour, nous n'organisons pas de permanence en France mais on peut prendre contact avec nous à la même adresse afin d'organiser toute rencontre ou réunion sur Paris (de préférence).

Lutte contre l'opportunisme

21e Congrès du Courant Communiste International : « *Renaissance culturelle* » ou annonce de liquidation par les "ayant droits" ?

« Le CCI a tenu au printemps dernier son 21ème congrès. Cet événement coïncidait avec les 40 ans d'existence de notre organisation. De ce fait, nous avons pris la décision de donner à ce congrès un caractère exceptionnel avec comme objectif central de jeter les bases d'un bilan critique de nos analyses et de notre activité au cours de ces 4 décennies.»

À la lecture de l'article *40 ans après la fondation du CCI, quel bilan et quelles perspectives...?*[18], il ne fait aucun doute que ce congrès représente un moment important dans la vie de cette organisation et une étape particulière dans sa descente aux enfers de l'opportunisme. En apparence, il adopte une nouvelle attitude modeste et autocritique sur toute son histoire loin des déclamations péremptoires du passé sur la validité éternelle des politiques et positions adoptées. Mais en fait, le CCI "d'aujourd'hui" revient sur 40 ans d'existence pour, nous allons le voir, tirer un bilan négatif de son histoire réelle passée. Et justifier ainsi ce qui s'annonce être la liquidation théorique et politique finale par ceux qui se sont imposés à coup de manœuvres, condamnations et exclusions comme les "ayants droits" du mourant.

La première partie, *Le bilan critique de notre analyse de la situation internationale*, revient essentiellement sur ce que le CCI considère aujourd'hui comme des erreurs, qualifiées d'immédiatistes, dans les différentes analyses sur le développement de la lutte des classes : la compréhension du cours historique ; la sous estimation du poids de la contre-révolution ; ne voir le prolétariat qu'à l'offensive alors qu'il n'a développé que des luttes de défense économique ; un manque de maîtrise de la théorie de Rosa Luxemburg menant à une surestimation de la crise du capitalisme ; une sous-estimation des effets délétères de la décomposition. Hormis le dernier point, ces constats renvoient aux prises de position des années 1970 et 1980. Pris en soi, ils peuvent être, ou non, plus ou moins partagés et renvoient à des difficultés pour appliquer la méthode d'analyse marxiste que rencontre inévitablement toute organisation communiste.

Par contre, sont complètement ignorées les véritables erreurs **liées aux principes marxistes**, c'est-à-dire leurs trahisons, tel le rejet de l'alternative historique révolution ou guerre au 15e congrès, la disparition de la perspective de guerre impérialiste mondiale remplacée par celle *« d'apocalypse écologique »* au 17e congrès, la dénonciation de la grève sauvage menée par les ouvriers d'OPEL à Bochum (Allemagne) en octobre 2004, l'appel à la solidarité avec les policiers blessés comme *« êtres humains* [et] *pères de famille »* (!) en 2006 lors des manifestations de rue en France ou encore celui pour participer aux campagnes humanitaires lors du tsunami de 2004 en Asie...[19]

La première partie du *rapport sur la situation internationale*[20] court jusqu'à la fin des années 1980, et retrace assez fidèlement les analyses passées du CCI. Elle met au centre de celles-ci le concept de "cours historique". Mais à partir des années 1990, *« face à l'avancée de la décomposition,* ***nous avons été obligés de réexaminer toute la question du cours historique*** *dans un Rapport pour le 14e Congrès »* de 2001 (nous soulignons). Et pour cause, la "Décomposition", érigée en catégorie absolue, est devenue le facteur déterminant de la situation en lieu et place de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat au cœur de la notion de "cours historique" : *« la décomposition (...) crée d'immenses dangers pour la classe ouvrière* [qui] *pourrait être graduellement écrasée par l'ensemble du processus au point de ne plus être capable de se dresser contre la marée de la barbarie »* jusqu'à appeler à lutter contre elle – et non contre la classe capitaliste. Par exemple : les « *étudiants en France en 2006 ou la révolte des Indignados en Espagne* [ont] *ont porté un coup à l'avancée de la décomposition »* ! La théorie opportuniste de la Décomposition remplace (**et liquide)** la lutte des classes par la "lutte contre la décomposition". Du coup, la méthode d'analyse définie par le "cours historique" basée sur la première n'est plus opérante et, son maintien, même formel, contredit ouvertement la théorie de la décomposition.

Le bilan du congrès en conclut que *« aujourd'hui, après 25 ans de quasi-stagnation de la lutte de classe au niveau international, le CCI doit maintenant s'attacher à une tâche semblable à celle de* Bilan *à son époque :* ***comprendre les raisons de l'échec de la classe ouvrière à retrouver une perspective révolutionnaire près d'un demi-siècle après la reprise historique de la lutte de classe à la fin des années 1960*** *»*. L'annonce de la liquidation de l'expérience des années 1970 et 1980 est programmée. Et cela au moment même où la notion de "cours historique" se vérifie, où crise et guerre se conjuguent directement l'un l'autre obligeant la bourgeoisie à mener une guerre de classe redoublée contre le prolétariat.

Règne de l'idéologie bourgeoise et échec de la lutte contre le "parasitisme"

Les développements qui suivent, *le rôle du CCI comme fraction d'une certaine façon* et *la nécessité d'une renaissance morale et culturelle*, ne sont là que pour justifier, "historiquement et théoriquement", le reniement annoncé. Inutile de s'y attarder sinon pour relever, et s'en moquer, les nouveaux mots d'ordre internes : *« la culture de la théorie »* (après "la culture du débat") et *« la recherche de la vérité »* d'une part et, de l'autre, le degré de pénétration de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise qu'ils révèlent. Et, en prime,

18 . *Révolution internationale* #456.

19 . La liste est non exhaustive. Pour le lecteur intéressé (ou l'historien), nous renvoyons au site de la FICCI et de la FGCI. Le lien suivant, http://fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b00, dirige sur la page des sommaires de tous les bulletins. Il pourra y trouver les prises de position systématiques et critiques des deux fractions sur tous les congrès du CCI (et de sa section en France) depuis 2001 pour trouver à la fois la dénonciation de ses positions ouvertement opportunistes et l'alternative politique, dans le cadre principiel, théorique et politique des fondements de cette organisation. L'ensemble de ces articles peuvent servir de principale référence pour retracer l'histoire du CCI depuis cette date et même, à un degré moindre, depuis sa fondation.

20 . http://fr.internationalism.org/revue-internationale/201601/9302/rapport-lutte-classe

l'avilissement éhonté de l'histoire du mouvement ouvrier qui montre l'état de dégénérescence auquel est arrivée cette organisation : *« Mais le processus de dégénérescence du SPD* [le parti social-démocrate allemand d'avant 1914] *a commencé bien avant cet abandon des tâches théoriques. Il a commencé avec la destruction progressive de la solidarité entre les militants* [avec la fin des lois antisocialistes en 1890] *(…). Cette destruction de la solidarité (permise grâce aux conditions "confortables" de la démocratie bourgeoisie) a ouvert la voie à une dépravation morale croissante au sein du SPD... »*. Depuis les années 1990, le CCI expliquait les crises des organisations politiques du mouvement ouvrier par l'existence de clans et d'animosités personnelles en leur sein. Aujourd'hui, l'absence de solidarité entre membres provoque leur dégénérescence ! Exit la plus grande partie des apports théoriques et politiques du mouvement ouvrier, de Lénine, de Rosa Luxemburg, etc., dans leur combat contre l'opportunisme politique...

Le passage sur *la défense de l'organisation* est un terrible aveu de défaite pour l'opportunisme du CCI : *« Le renforcement de la défense publique et intransigeante de l'organisation est une orientation que le Congrès a dégagée. Le CCI a parfaitement conscience que cette orientation peut conduire momentanément à ne pas être compris, a été critiqué pour son manque de "fair play", et donc à un isolement encore plus grand. Mais le pire serait de laisser le parasitisme faire son travail destructeur sans réagir. Le Congrès a mis en avant que, sur ce plan là aussi, le CCI doit avoir le courage de "nager contre le courant" »*. Bref, son combat contre le "parasitisme" et pour détruire les autres groupes qui refusaient de le suivre sur ce terrain, souvenons-nous de l'appel interne à détruire le BIPR lors de son 16e congrès (2005), a été un échec et a contribué à son propre discrédit et isolement.

La véritable faiblesse historique du CCI

En réalité, le choix des erreurs relevées vise à remettre en cause le CCI des années 1970 et 1980 et à liquider l'expérience – particulièrement d'intervention dans les luttes ouvrières – et les apports théoriques et politiques de ces périodes ; tout spécialement, ceux de son combat presque permanent contre le poids de ses origines et faiblesses d'ordre conseilliste dans ces années-là. Lorsque nous parlons de faiblesses d'ordre conseilliste – l'économisme combattu par Lénine en son temps – nous ne réduisons pas, loin s'en faut, le problème à la seule reconnaissance formelle de la nécessité du Parti. La lutte contre l'économisme moderne qu'est le conseillisme renvoie au rapport entre "être et conscience", entre conscience de classe et extension de celle-ci dans la classe, entre Parti et classe, au niveau théorique tel que le marxisme a su le comprendre ; et à la reconnaissance pratique de la dimension politique permanente des luttes ouvrières et à la méthode d'analyse des situations qui va avec. En particulier, la Gauche italienne nous a enseigné qu'il y avait un lien très étroit entre la prise en compte permanente de la dimension politique de la lutte des classes et du facteur "conscience de classe" d'une part et l'analyse de l'évolution de la situation de l'autre. Or, la principale faiblesse historique du CCI est certainement sa difficulté de toujours, malgré sa plateforme, pour se réapproprier l'ensemble de l'histoire du mouvement ouvrier. Lorsqu'il se revendiquait des fractions de gauche des années 1930, en réalité il ne se revendiquait que de la revue *Bilan* à partir de 1933 ; et des gauches hollandaise et allemande. Il a toujours ignoré les apports et les combats théoriques et politiques du Parti communiste d'Italie et ensuite de sa fraction de gauche. Jamais il n'a réellement abordé, pas même de manière critique, les *Thèses de Rome et de Lyon* [21] par exemple. Or, ces documents programmatiques développent toute une méthode et une vision que les communistes doivent reprendre pour pouvoir développer, *d'un point de vue de Parti*, des analyses et compréhensions des situations. *« Le processus historique d'émancipation du prolétariat et d'établissement d'un nouvel ordre social découle de l'existence de la lutte des classes. Toute lutte de classe est une lutte politique, c'est-à-dire qu'elle tend à se transformer en une lutte pour la conquête du pouvoir politique et pour la direction d'un nouvel organisme étatique. »* (Thèses de Lyon). Sans pouvoir développer plus ici, c'est le rapport à l'État, la perspective de l'insurrection, de la destruction de l'État bourgeois et de la dictature du prolétariat, qui définit la méthode et les critères d'évaluation de l'évolution du rapport de forces **politique** entre les classes, ou "cours historique". La principale faiblesse historique du CCI réside certainement dans cette ignorance de l'expérience de la Gauche italienne des années 1920. Elle explique qu'il n'ait pu réellement se défaire de ses origines conseillistes malgré les combats menés en son sein et qu'il y soit retombé depuis lors[22].

Enfin, la conclusion de ce rapport annonce l'arrivée plus ou moins proche de la liquidation officielle du CCI historique par l'opportunisme triomphant : *« Le CCI est aujourd'hui dans une période de transition. Grâce au bilan critique qu'il a engagé, à sa capacité à examiner ses faiblesses, à reconnaître ses erreurs, **il est en train de faire une critique radicale de la vision de l'activité militante que nous avions jusqu'à présent, des rapports entre les militants et des militants à l'organisation, avec comme ligne directrice la question de la dimension intellectuelle et morale de la lutte du prolétariat**. C'est donc dans une véritable "renaissance culturelle" que nous devons nous engager pour pouvoir continuer à "apprendre" afin d'assumer nos responsabilités. »*

Avec l'appel à ***« une critique radicale »***, le constat est clair : il est négatif. Nous ne doutons pas qu'il le soit aux yeux de l'opportunisme dont l'intérêt est précisément de liquider les apports théoriques et politiques du CCI de ses premières décennies et de gommer l'expérience organisationnelle réelle – pas celle inventée aujourd'hui *post festum* – tant au plan de la vie interne que de l'intervention dans la classe. Cette annonce de liquidation est donc logique avec la dérive opportuniste que cette organisation a connue depuis maintenant au moins 15 ans.

Reste une seule question, certes formelle, mais d'importance : quand l'acte de décès officiel sera-t-il déposé par ceux qui se sont accaparés frauduleusement l'héritage ? À quand le changement de plate-forme et la rupture déclarée avec les principes qui ont fondé cette organisation il y a 40 ans ?

RL, janvier 2016.

21 . http://www.pcint.org/ dans la rubrique Textes et thèses.

22 . Il suffit de relever, entre autres, son apologie et son fétichisme de "l'auto-organisation" du mouvement étudiant français (CPE) de 2006 ou encore des "indignés" espagnols.

Texte du mouvement ouvrier

Prendre l'usine ou prendre le pouvoir ? (Bordiga, Il Soviet, 22 février 1920)

Le texte qui suit est un moment important du combat de la Gauche marxiste contre la tendance tour à tour représentée par l'anarchisme au temps de Marx et Engels, par l'économisme au temps de Lénine, puis ensuite par le conseillisme des années 1930 jusqu'à nos jours. Au moment où il est publié, la tendance "conseilliste apolitique" s'exprime, entre autres, dans les rangs de la revue Ordine Nuovo *de Gramsci et elle s'appuie sur le mouvement des conseils d'usine qui se développe alors en Italie. Nous n'avons aucun doute sur le fait que les mêmes questions se poseront – elles se posent déjà dès qu'une lutte importante cherche à s'organiser – et que le même combat devra être mené par les communistes – les principaux groupes de la Gauche communiste ont déjà du le mener contre la fétichisation de "l'auto-organisation" comme avec les "indignés" en Espagne.*

Les agitations des derniers jours en Ligurie ont montré un phénomène qui se répète depuis peu avec une certaine fréquence et qui mérite d'être noté en tant que symptôme d'un état d'esprit spécial des masses travailleuses.

Les ouvriers, plutôt que d'abandonner le travail, se sont, pour ainsi dire, emparés des usines et ont cherché à les faire fonctionner pour leur propre compte ou mieux sans la présence des principaux dirigeants. Ceci veut avant tout dire que les ouvriers s'aperçoivent que la grève est une arme qui ne répond pas à tous les besoins, spécialement dans certaines conditions.

La grève économique, à travers les préjudices causés à l'ouvrier même, exerce une utile action défensive du travailleur à cause des dommages que la cessation du travail cause à l'industriel du fait de la diminution du produit du travail qui lui appartient.

Ceci dans les conditions normales de l'économie capitaliste, lorsque la concurrence avec sa relative baisse des prix oblige à un accroissement continuel de la production elle-même. Aujourd'hui les gros bonnets de l'industrie, spécialement ceux de la métallurgie, sortent d'une période exceptionnelle durant laquelle ils ont réalisé d'énormes gains avec le minimum d'efforts. Pendant la guerre l'État leur fournissait les matières premières et le charbon et était en même temps l'unique acheteur ; l'État lui-même, en militarisant les usines, pourvoyait à la rigoureuse discipline des masses ouvrières. Quelles conditions plus favorables rêver pour obtenir un bon bilan ? Ces gens ne sont plus disposés aujourd'hui à affronter les difficultés provenant du manque de charbon et de matières premières, de l'instabilité du marché et de l'agitation des masses ouvrières ; ils ne sont spécialement pas disposés à se contenter de gains modestes, dans les proportions où ils les réalisaient avant-guerre, et donc en moindre proportion.

"Consigli di Fabbrica" en Italie, 1920

Ils ne se préoccupent donc pas des grèves, qui ne leur déplaisent pas, même si ils protestent en parole contre l'insatisfaction excessive et les prétentions absurdes des ouvriers.

Ces derniers jours, les ouvriers ont compris, et leur action d'appropriation des usines ainsi que leur continuation du travail au lieu de la grève l'ont démontré, qu'ils ne voulaient pas arrêter le travail mais ne voulaient plus travailler comme les patrons le leur disaient. Ils ne veulent plus travailler pour le compte de ces derniers, ils ne veulent plus être exploités, ils veulent travailler pour eux-mêmes, c'est-à-dire dans le seul intérêt des ouvriers.

On doit tenir compte sérieusement de cet état d'esprit qui se développe toujours plus ; nous voudrions simplement qu'il ne se fourvoie pas dans de fausses solutions.

Il s'est dit que là où existaient des conseils d'usine ceux-ci avaient fonctionné en assumant la direction des usines et en faisant poursuivre le travail. Nous ne voudrions pas que la conviction qu'en développant l'institution des conseils d'usine il soit possible de prendre possession des fabriques, et éliminer les capitalistes, puisse s'emparer des masses. Ce serait la plus dangereuse des illusions. Les usines seront conquises par la classe des travailleurs – et non pas par les ouvriers de l'usine même, ce qui serait facile mais non communiste – seulement lorsque la classe travailleuse dans son ensemble se sera emparée du pouvoir politique. Sans cette conquête, la dissipation des illusions sera effectuée par la garde royale, les carabiniers, etc., c'est-à-dire par la machine d'oppression et de force dont dispose la bourgeoisie, son appareil politique de pouvoir.

Les continuelles et vaines tentatives de la masse travailleuse qui s'épuise quotidiennement en efforts partiels doivent être canalisées, fusionnées, organisées en un grand, unique effort qui vise directement à toucher le cœur de la bourgeoisie ennemie.

Cette fonction ne peut et ne doit être exercée que par un parti communiste, lequel ne doit avoir d'autre but, à l'heure actuelle, que celui de consacrer toute son activité à rendre toujours plus conscientes les masses travailleuses de la nécessité de cette grande action politique, qui est la seule voie par laquelle on peut directement arriver à la possession des usines, et qu'en procédant autrement on s'efforcera en vain de conquérir.

A. Bordiga, « Prendere la fabbrica o prendere il potere ? »

II Soviet, 22 février 1920

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.